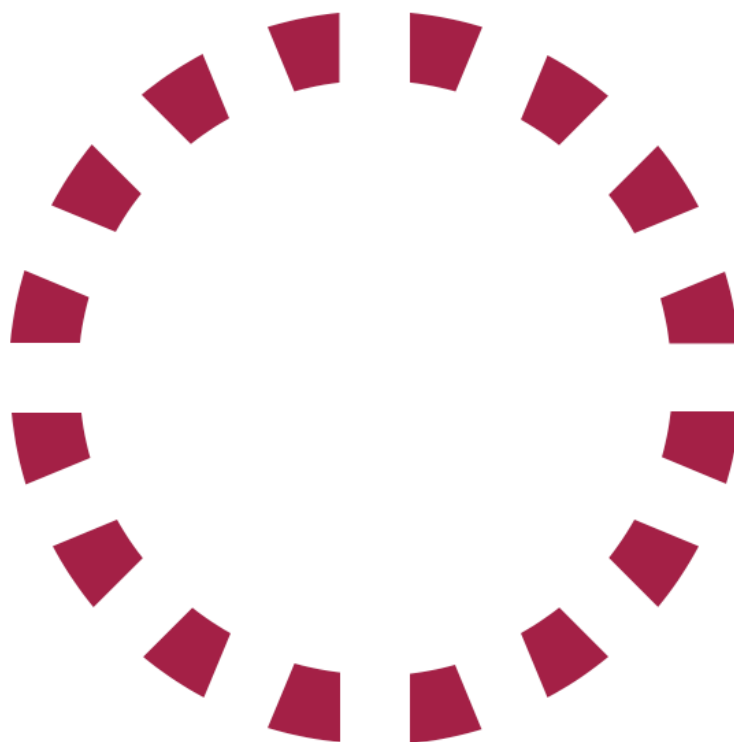


# Enquête sur les perceptions relatives à la sécurité dans les régions de Bandiagara, Gao, Mopti et Tombouctou au Mali

Principaux résultats de la recherche menée en avril 2025



# Sommaire

<b>Définitions utilisées.....</b>	<b>4</b>
<b>I. Cadre de l'enquête.....</b>	<b>5</b>
<b>II. Échantillonnage et administration du questionnaire .....</b>	<b>6</b>
<b>III. Résultats de l'enquête.....</b>	<b>8</b>
<b>A. Les perceptions de l'(in)sécurité.....</b>	<b>8</b>
1. La perception de la situation sécuritaire au niveau national .....	8
2. La perception de la situation sécuritaire au niveau local .....	10
3. Les perceptions de la sécurité selon les catégories de populations .....	14
4. L'insécurité économique .....	16
<b>B. La présence des acteurs de la sécurité .....</b>	<b>20</b>
1. Les acteurs nationaux .....	20
2. Le départ de la MINUSMA.....	21
3. Les forces étrangères.....	24
4. La souveraineté .....	24
<b>C. Les relations des populations avec les acteurs étatiques nationaux de la sécurité .....</b>	<b>27</b>
<b>D. Les relations entre la société civile et les questions de sécurité .....</b>	<b>29</b>
<b>E. L'accès à la justice .....</b>	<b>31</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>34</b>
<b>Recommandations.....</b>	<b>35</b>

## Table des graphiques

Figure 1: Carte des localités enquêtées Q7.....	6
Figure 2 : Caractéristiques de l'échantillon Q7.....	7
Figure 3 : Répartition de l'échantillon par catégorie socio-professionnelle Q7.....	7
Figure 4 : Perception d'une amélioration de la situation sécuritaire au niveau national (Q3-Q7).....	8
Figure 5 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national selon les zones urbaines ou rurales (Q5-Q7).....	8
Figure 6 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national par catégorie socio-professionnelle (Q7).....	9
Figure 7 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national par région (Q6- Q7).....	9
Figure 8 : Que pensez-vous que la situation sécuritaire dans votre commune/village ? (Q7).....	10
Figure 9 : Perception de la situation sécuritaire au niveau local par commune (Q 7).....	12
Figure 10 : Principales menaces au niveau local selon les zones urbaines ou rurales (Q7).....	13
Figure 11 : Perception de la présence des acteurs de la sécurité par région (Q 7).....	20
Figure 12 : Perception de la présence des acteurs de la sécurité par zone de résidence (Q7).....	20
Figure 13 : Selon vous, quelle est la conséquence principale du départ de la MINUSMA ? (Q4-5-6-7).....	22
Figure 14 : Depuis le départ de la MINUSMA, considérez-vous que la situation économique se soit :.....	23
Figure 15: Pour lutter contre les groupes armés terroristes, pensez-vous que les FDS.....	24
Figure 16 : Pensez-vous que la fin de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (2015) :.....	24
Figure 17 : Impact de la fin de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (2015) par région (Q7).....	25
Figure 18 : Sortie de la CEDEAO et création de l'AES :.....	25
Figure 19 : Perception de la prolongation de la transition.....	26
Figure 20 : Perception des différences entre le rôle de l'armée et le rôle des FSI.....	28
Figure 21 : Qu'attendez-vous des acteurs de la société civile concernant les questions de sécurité ?.....	31
Figure 22 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance ?.....	32
Figure 23 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance par région ?.....	32
Figure 24 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance par catégorie socio-professionnelle.....	32
Figure 25 : Attentes concernant la justice étatique.....	33

## Définitions utilisées

<b>Forces de défense et de sécurité</b>	Cette appellation inclut les Forces armées maliennes (FAMa) et les forces de sécurité intérieure que sont la garde nationale, la gendarmerie et la police.
<b>Insécurité</b>	État de peur et d’anxiété dû à une absence ou à un manque de protection. Cet état reflète à la fois une insécurité physique et une insécurité liée à des conditions socioéconomiques dégradées. <sup>1</sup>
<b>Perceptions de la sécurité</b>	Interprétations subjectives des conditions sécuritaires objectives. La perception de la sécurité se fonde sur des réactions psychologiques face aux risques et aux mesures prises pour limiter ces derniers. <sup>2</sup> Elle peut être liée aux expériences individuelles, mais elle peut également avoir des liens forts avec l’identité des personnes.
<b>Sécurité</b>	Le terme fait ici référence à la « sécurité objective » liée à la capacité d’un État à assurer la protection de ses citoyens face aux menaces intérieures et extérieures, ainsi qu’à la « sécurité humaine » selon laquelle les individus et les collectivités sont protégés contre les atteintes à leur intégrité physique, psychologique et morale, causées par la violence politique ou civile, la mauvaise gouvernance juridique, les risques sanitaires ou environnementaux, et/ou par la menace de telles atteintes. <sup>3</sup>
<b>Violence contre les civils</b>	Selon la définition donnée par ACLED <sup>4</sup> , événements violents lors desquels un groupe armé organisé inflige délibérément une violence envers des personnes non-combattantes et non-armées.  Ces actes peuvent induire des violences sexuelles, des attaques armées directes, des enlèvements ou des disparitions forcées.

<sup>1</sup>Béland D. (2005), *The Political Construction of Collective Insecurity: From Moral Panic to Blame Avoidance and Organized Irresponsibility*. Center for European Studies, Working Paper Series 126.

<sup>2</sup>B. Schneier, ‘The Psychology of Security’, in: S. Vaudenay (Ed.), *AFRICACRYPT 2008*, (Springer-Verlag, 2008).

<sup>3</sup>United Nations Trust Fund for Human Security, *Manuel sur la sécurité humaine*, Janvier 2016.

<sup>4</sup>Définitions données par l’ONG ACLED.

## I. Cadre de l'enquête

Ce rapport a été réalisé dans le cadre du programme *Just Future* (Avenir Juste), mis en œuvre par un consortium piloté par CORDAID qui rassemble plusieurs organisations et instituts de recherche et dont l'objectif est de soutenir les acteurs de la société civile. *Just Future* vise à établir un partenariat stratégique global avec les organisations de la société civile, afin « d'améliorer l'accessibilité, la réactivité et la redevabilité des institutions de sécurité et de justice », notamment par la « mobilisation de la société civile pour une action collective et un plaidoyer »<sup>5</sup> dans six contextes fragiles (Burundi, République démocratique du Congo, Mali, Niger, Soudan du Sud et Afghanistan).

Initiée en novembre 2021, cette recherche s'appuie sur des enquêtes de perception menées deux fois par an jusqu'en 2025. Cette collecte, réalisée en avril 2025 et la dernière de ce projet, a été mise en œuvre sur le terrain par le centre de recherche sur le savoir local - Point Sud. Cette recherche s'inscrit dans le deuxième objectif du programme *Just Future* visant à renforcer les capacités des organisations de la société civile.

Le questionnaire est structuré autour de cinq grandes sections :

1. Les perceptions de la sécurité aux niveaux national et local ;
2. Les acteurs de la sécurité et de l'insécurité ;
3. Les relations entre les populations et les forces de défense et de sécurité ;
4. La société civile et l'(in)sécurité ;
5. L'accès à la justice.

Les objectifs de ces enquêtes sont d'identifier sur le long terme les acteurs de la sécurité et de mieux comprendre les relations entre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité, dans les localités d'intérêt pour le programme *Just Future* et ses partenaires. Cette recherche s'appuie à la fois sur un questionnaire, sur l'observation et sur des « journaux de terrain » renseignés chaque jour par les assistants et assistantes de recherche.

Ces données quantitatives ont pour but d'informer la société civile et les acteurs nationaux et internationaux sur les actions les plus appropriées à mettre en place concernant les questions de sécurité, et sur les organisations et interlocuteurs à privilégier. Les journaux de terrain, quant à eux, renseignent sur les contextes dans les localités d'enquête et leur évolution. Pour cette dernière recherche sur le terrain, chaque assistant ou assistante de recherche a réalisé trois entretiens qualitatifs. Après chaque terrain, les résultats sont discutés à Bamako avec les assistants et assistantes de recherche, ainsi qu'avec les organisations de la société civile partenaires du programme *Just Future*. Des restitutions ont parfois été organisées dans les régions avec des acteurs locaux de la société civile. Ces échanges permettent d'enrichir les résultats et les analyses des données collectées auprès des populations.

Nous soulignons que cette recherche est menée dans un environnement complexe, où la sécurité des assistants et assistantes de recherche et des populations est la priorité. Nous travaillons dans un contexte où l'information est manipulée et relayée sur les réseaux sociaux et radios locales. Ce facteur est pris en compte dans l'analyse des données, lesquelles sont triangulées avec des entretiens et une connaissance approfondie des zones de travail.

Nous tenons à remercier également toutes les personnes qui ont pris le temps de relire ce rapport et de l'enrichir grâce à leur connaissance du contexte local.

<sup>5</sup> Avenir Juste, Proposition de programme – octobre 2020, p.7

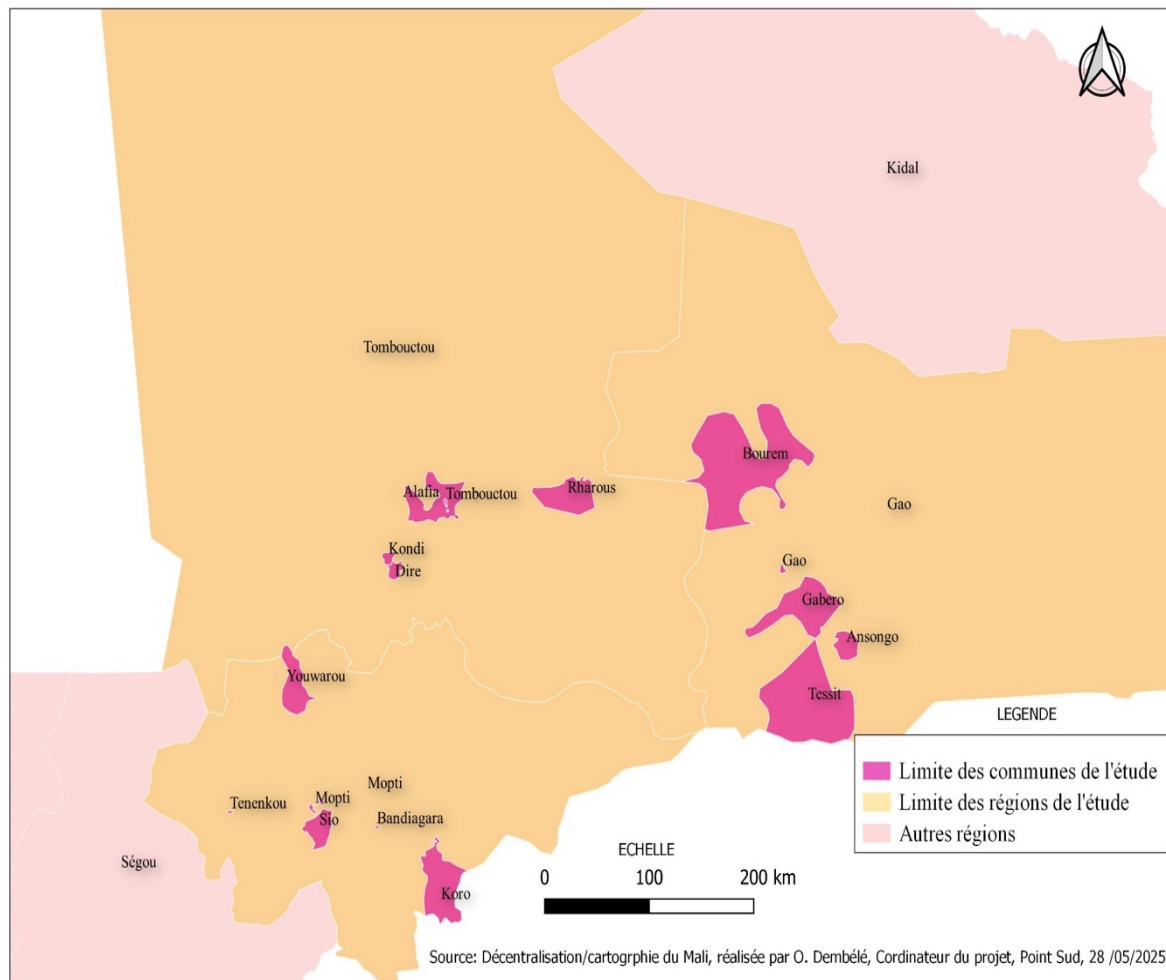
Q0.	Q1.	Q2.	Q3.	Q4.	Q5.	Q6.	Q7.
oct. 21	mars 22	oct. 22	mars 23	oct. 23	avr. 24	oct. 24	avr. 25

## II. Échantillonnage et administration du questionnaire

Les questionnaires ont été administrés au mois d’avril 2025 dans 4 régions, 16 communes et 18 villages. L’enquête a couvert un échantillon de 562 personnes sur la base d’estimation de populations au niveau communal.

Régions enquêtées	Bandiagara	Mopti	Gao	Tombouctou
% de l'échantillon	13 %	30 %	31 %	26 %

Figure 1: Carte des localités enquêtées Q7



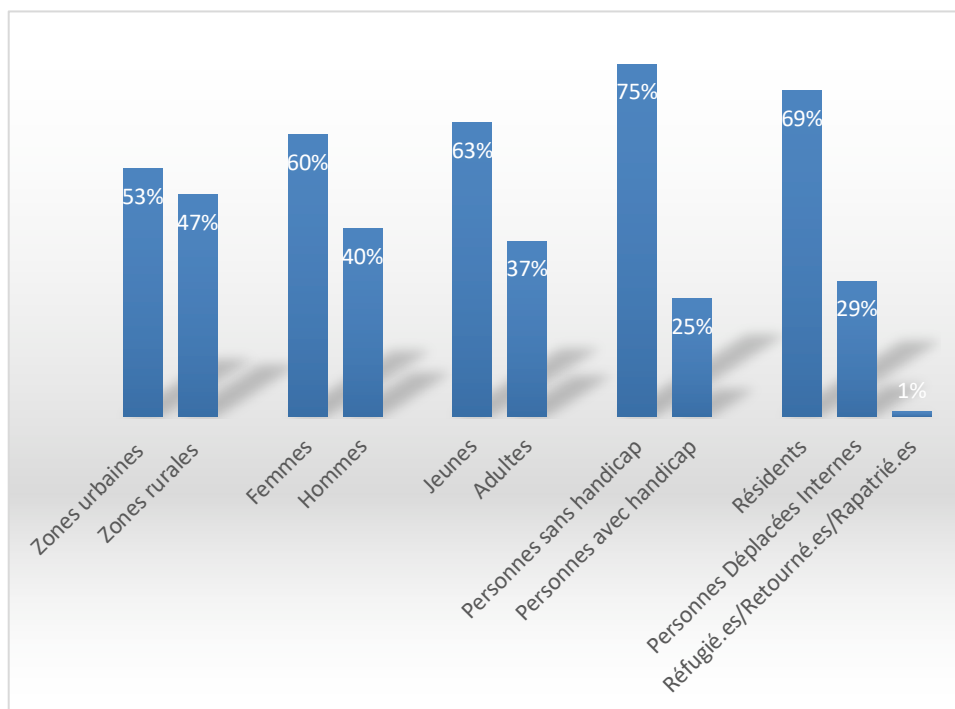
Régions et communes enquêtées en avril 2025 dans le cadre du projet Just Future  
Cartographie du Mali, réalisée par le Dr O. Dembélé, coordinateur du projet au sein de POINT SUD.

Les difficultés rencontrées par les assistants et assistantes de recherche sont essentiellement dues à l’insécurité, particulièrement sur les routes, et au manque d’électricité.

Q0.	Q1.	Q2.	Q3.	Q4.	Q5.	Q6.	Q7.
oct. 21	mars 22	oct. 22	mars 23	oct. 23	avr. 24	oct. 24	avr. 25

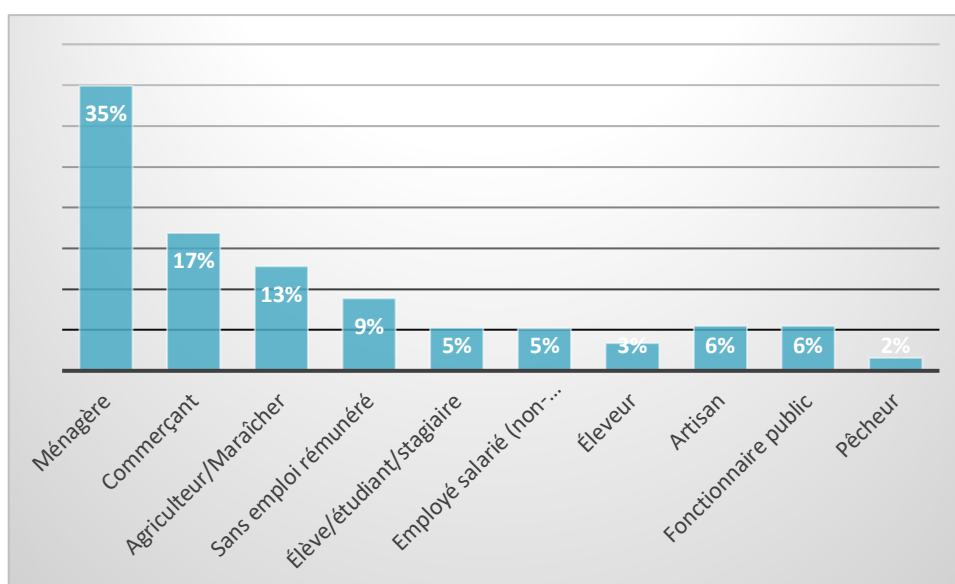
L'échantillon est réparti comme suit (Fig. 2) :

Figure 2 : Caractéristiques de l'échantillon Q7



82 % des personnes installées dans les localités (PDI, réfugiés/retournés/rapatriés ou nomades) se sont déplacées pour des raisons de sécurité. Parmi l'échantillon, 35 % sont non alphabétisés, 16 % ont suivi un enseignement coranique (uniquement), 14 % ont atteint le niveau fondamental 1<sup>er</sup> cycle, 12 % le second cycle, 8 % le secondaire, 10 % ont reçu un enseignement professionnel et 4 % ont un niveau universitaire.

Figure 3 : Répartition de l'échantillon par catégorie socio-professionnelle Q7



*Nous attendons de l'État le retour de la paix et la création d'emploi pour la population. S'il parvient à assurer ces deux choses, les gens seront vraiment très à l'aise. La sécurité et l'emploi sont les deux aspects qui préoccupent vraiment les gens. (Entretien avec un vendeur de carburant, Tombouctou, avril 2025)*

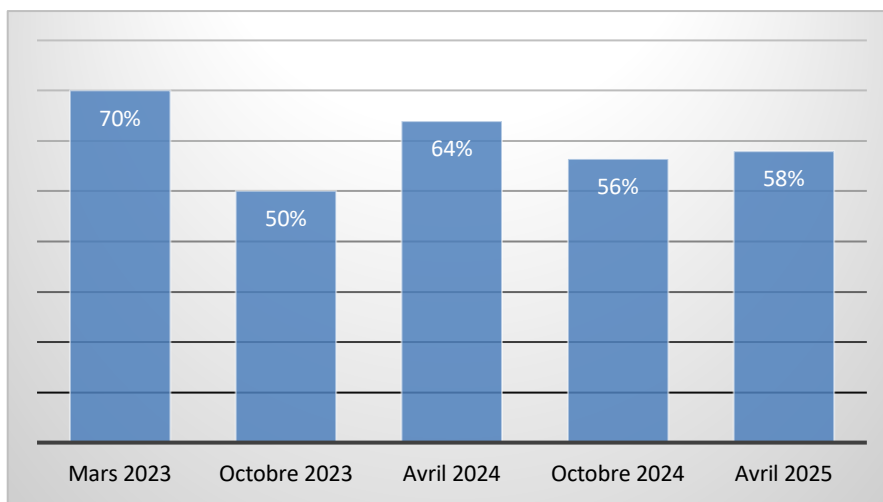
### III. Résultats de l'enquête

#### A. Les perceptions de l'(in)sécurité

##### 1. La perception de la situation sécuritaire au niveau national

Le nombre de répondants considérant que la situation sécuritaire s'est améliorée au niveau national est resté stable (58 %).

Figure 4 : Perception d'une amélioration de la situation sécuritaire au niveau national (Q3-Q7)



La perception de l'amélioration de la situation sécuritaire au niveau national est plus positive dans le monde urbain que dans le monde rural (fig. 5).

Figure 5 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national selon les zones urbaines ou rurales (Q5-Q7)

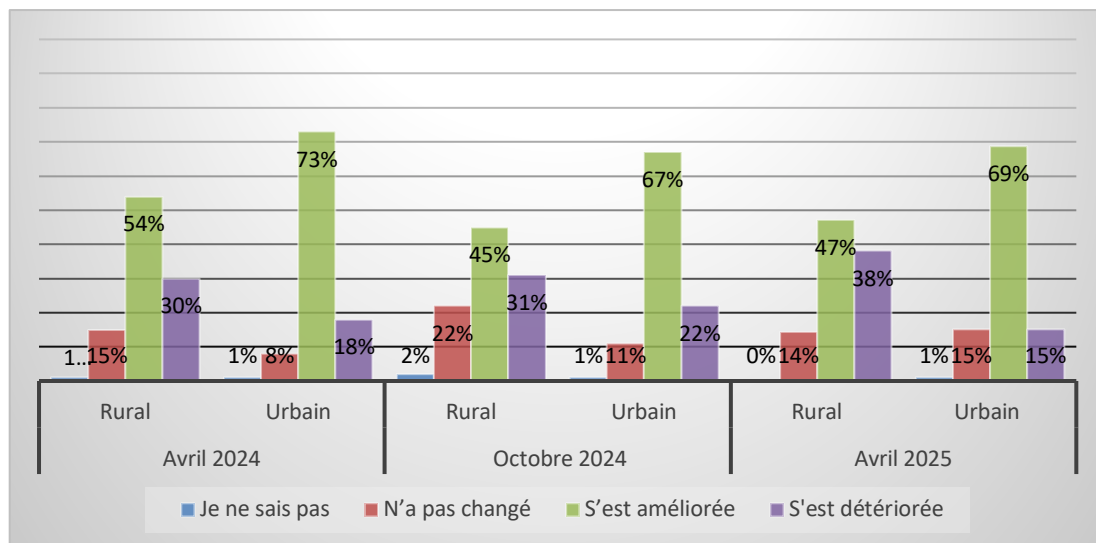
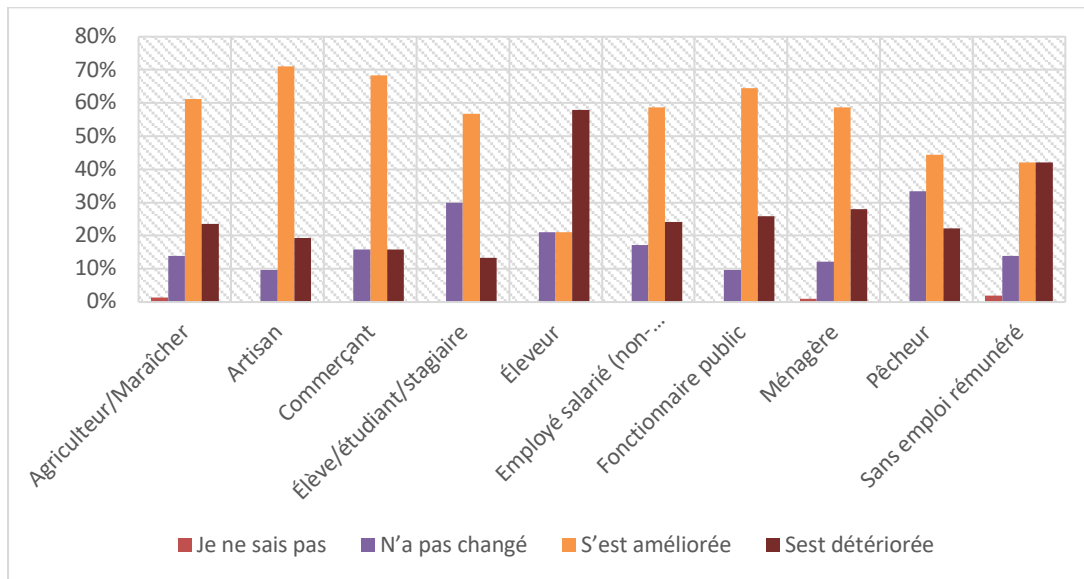
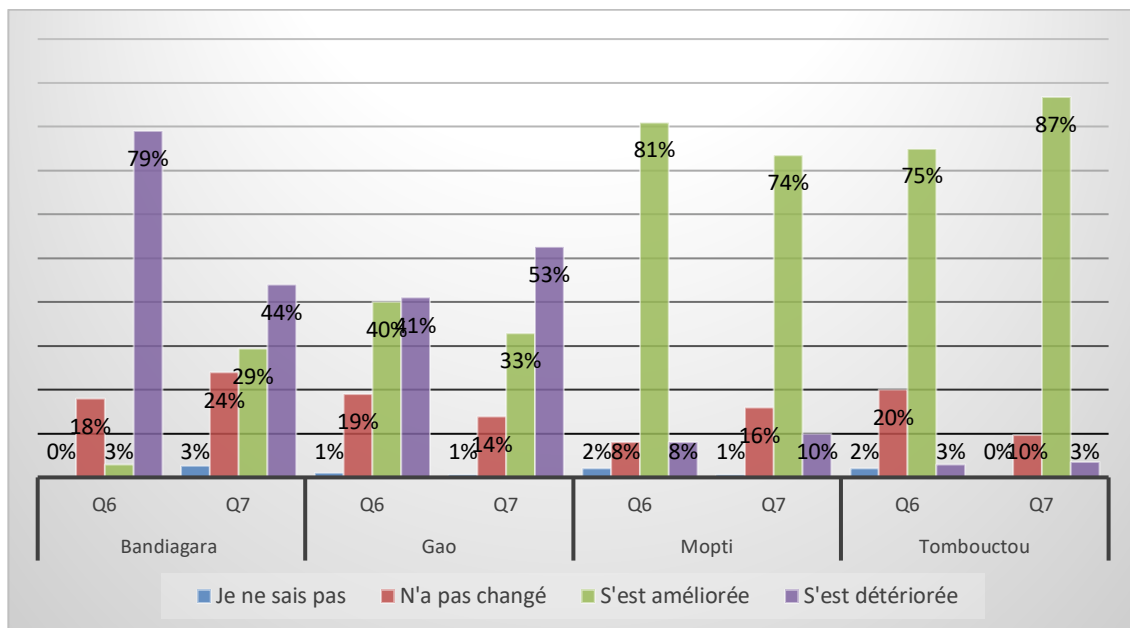


Figure 6 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national par catégorie socio-professionnelle (Q7)



Des différences régionales sont à noter : la situation dans la région de Bandiagara s'est améliorée puisque moins de la moitié des répondants (44 %) ont rapporté une détérioration de la situation sécuritaire contre 79 % en octobre 2024. En revanche, 53 % de ceux de la région de Gao mentionnent une détérioration, contre 41 % en octobre 2024. Dans les régions de Mopti et Tombouctou, les gens gardent une perception positive de la situation au niveau national.

Figure 7 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national par région (Q6- Q7)



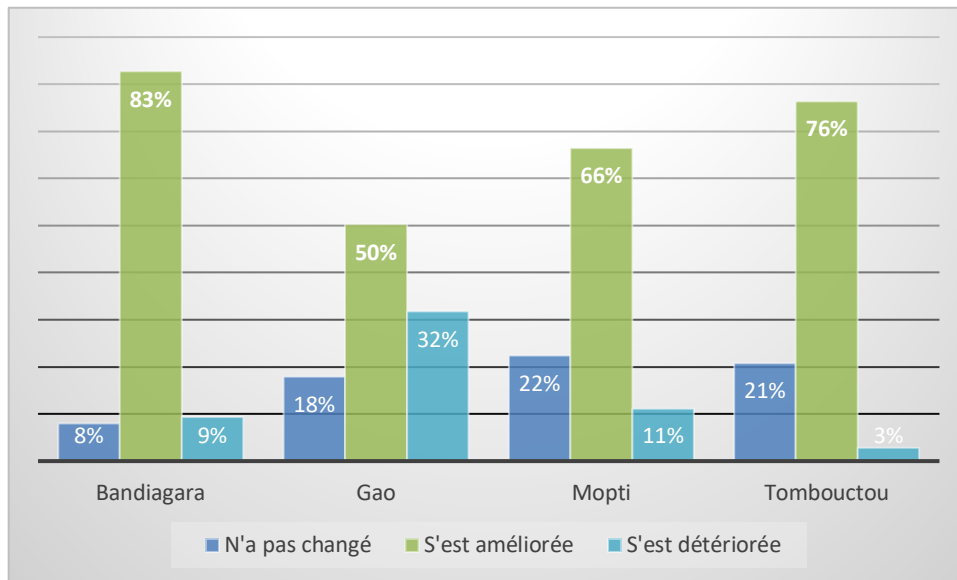
Les résultats montrent que 57 % des personnes ont déclaré que les attaques dans le pays avaient diminué, 22 % qu'elles avaient augmenté et 20 % qu'il n'y avait pas de changement. Certaines personnes ont cependant exprimé des doutes :

La situation sécuritaire sur le plan national s'est détériorée car il y a trop de propagande, ce qui se dit sur les médias et la réalité sur le terrain est différent. Ils disent qu'ils ont frappé l'ennemi mais si on vérifie le plus souvent ce sont des civils qui ont été touchés. (Propos recueillis à Gao, avril 2025).

## 2. La perception de la situation sécuritaire au niveau local

**Au niveau local, la perception est toujours perçue comme étant « meilleure » avec 66 % des populations rapportant que la situation s’est améliorée, contre 57 % en octobre 2024. Pour 19 %, la situation n’a pas changé.**

Figure 8 : Que pensez-vous que la situation sécuritaire dans votre commune/village ? (Q7)



**C’est dans la région de Bandiagara que le changement est le plus marquant par rapport à octobre 2024.** Alors que 42 % des répondants évoquaient une détérioration de la situation sécuritaire à cette date, ils sont désormais 83 % en avril 2025 à estimer qu’elle s’est améliorée. Dans la région de Gao, le pourcentage est passé de 45 à 50 %. Dans les régions de Mopti et Tombouctou, les perceptions restent stables et positives. Ces perceptions concernent davantage les centres villes que les communes rurales.

Les populations expliquent ces améliorations par les décisions prises par les autorités locales, comme la limitation de l’approvisionnement en carburant des cercles de Koro, Bankass et Bandiagara. Elles soulignent également une présence plus visible de l’armée malienne dans les villes.

À Gao ville, la situation est jugée meilleure qu’aux alentours. L’axe Gao-Bourem reste particulièrement dangereux, avec de fréquents braquages, des enlèvements et des assassinats. La ville de Gao reste exposée à la menace des obus tirés par les groupes armés.

*Bon, pour la sécurité ici, on peut dire que ça va. Depuis le début du coup d'état jusqu'à aujourd'hui, il n'y a plus de braquages même à l'intérieur de la ville. C'est juste que les gens ont peur des obus que les bandits ont l'habitude d'envoyer quelquefois sur la ville. C'est ça ce qui fait peur à la population car ces obus ont l'habitude de toucher certaines personnes dans la population. (Entretien avec un vendeur de carburant, Tombouctou, avril 2025).*

*Les gens ne comprennent pas ce que les autorités attendent pour éradiquer ce problème. Sur la route Gao-Bamako, le poste de sécurité est toujours attaqué chaque mois. Le danger existe toujours car les habitants s'attendent à tout moment que les obus peuvent pleuvoir sur la ville de Gao mais les gens vaquent quand même à leurs activités. (Propos recueillis à Gao, avril 2025).*

Au niveau des communes, la situation à Ansongo reste détériorée<sup>6</sup>, mais elle s'est améliorée à Bandiagara ville, alors qu'en octobre 2024, 100 % avaient répondu qu'elle s'était dégradée. À Gabero, la situation demeure également détériorée. À Ténenkou et Youwarou, la situation n'a pas changé, l'insécurité est toujours présente. À Ténenkou, des tensions avec l'armée ont été signalées, notamment à cause des enlèvements et exactions. Dans le cercle de Bourem, les groupes armés sont également très présents.

À Gabero, l'insécurité est très forte. Le sous-préfet d'Ansongo a été enlevé dans un quartier de Gargouna le 2 avril 2025 et les populations étaient toujours sans nouvelles de lui mi-avril. Des tensions existent entre les populations et les autorités sur fond de suspicion de détournement d'essence. De même, au moment de l'enquête, deux individus ont été enlevés dans la commune de Gargouna. L'un des deux, un enseignant, a été libéré après paiement d'une rançon.

Les terroristes sont au courant du moindre mouvement des FDS. Le jour de passage personne ne voit une seule moto d'un terroriste. La situation est grave surtout les nuits, car les groupes armés terroristes savent que les FDS ne passent pas sur la route pendant la nuit. (Journal de terrain, cercle de Gao, avril 2025).

Dans le cercle d'Ansongo, l'insécurité est très élevée. Les groupes djihadistes continuent à mettre la pression sur les communes et les foires situées le long de la vallée et dans la zone haoussa. Les passagers des transports en commun sont fréquemment braqués et dépossédés de tous leurs biens. Les transporteurs doivent négocier leur passage avec les groupes armés, dont les frais s'élèvent à 25 000 FCFA entre Gao et Gargouna par exemple.

*Le problème c'est que les populations déplacées ici à Ansongo sont des fois marginalisées et accusées même d'actes de banditisme et autres. Des fois des voix même se lèvent pour demander notre expulsion et nous demande de retourner chez nous. (...) Les populations déplacées sont très généralement accusées d'être complices et proches des mouvements armés et djihadistes malgré qu'elles soient victimes et les populations sédentaires elles aussi sont considérées par les populations déplacées comme étant complices des forces de défense et de sécurité et sont impliquées d'une manière ou d'une autres dans les multiples actes d'arrestation et de séquestration de populations nomades. (Entretien avec un éleveur déplacé, Ansongo, avril 2025).*

Dans le cercle de Youwarou, les groupes armés sont très présents et plusieurs témoignages ont été recueillis en ce sens :

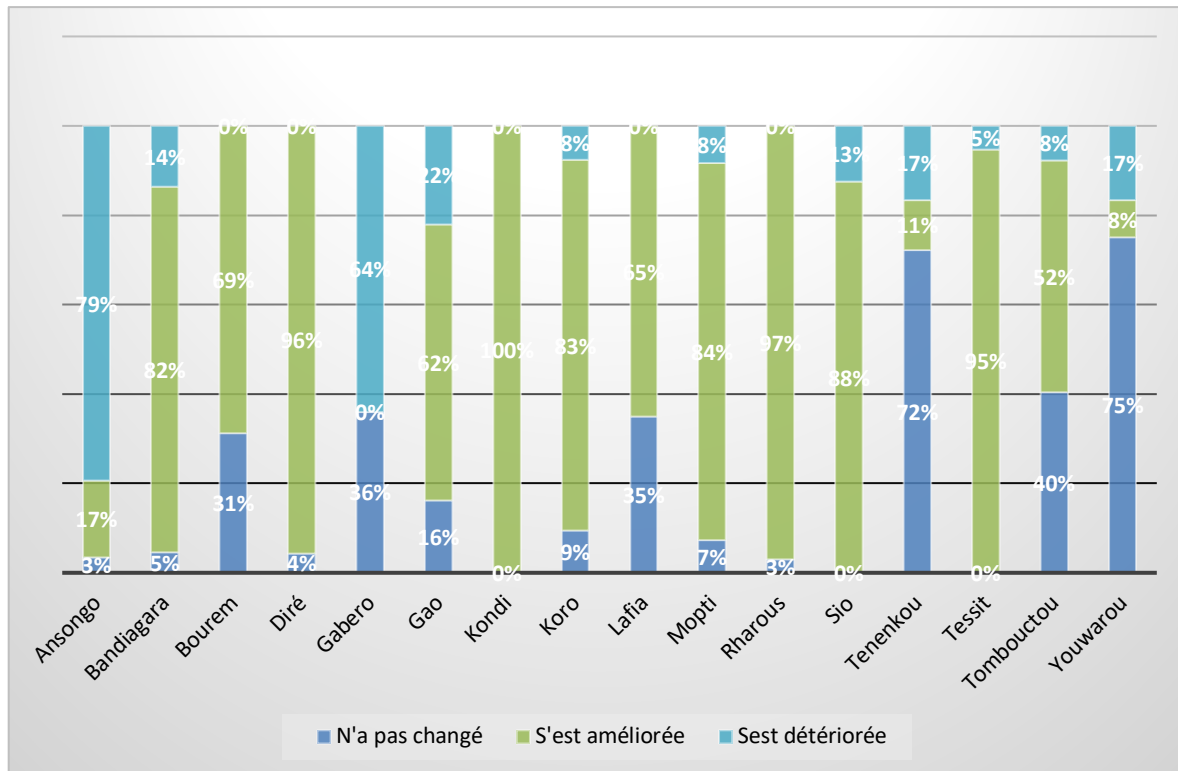
*Les djihadistes sont dans les environs, hier les enfants sont partis dans la brousse pour chercher du bois de chauffe : les haches, coupe-coupe, ânes et nos charrettes tout a été emporté par les djihadistes qui interdisaient à couper des herbes pour en faire usage, il faut une médiation ou une intervention pour que cela cesse. (Propos d'une résidente, Youwarou ville, avril 2025).*

*Je viens tout juste quitter le parcage des animaux non loin de la ville à 2 à 3 km de Youwarou plus précisément à xxx, les djihadistes y sont là, pour nous imposer une nouvelle taxation des animaux qui est différente de la zakat dictée par le coran, désormais chaque tête de bovin est fixe à 3675 f, l'ancienne méthode de taxation n'est plus d'actualité, celui qui n'est pas d'accord ou refuse à s'acquitter sera dépourvu de ses animaux. (Propos d'un éleveur, Youwarou, avril 2025).*

*Au niveau du marché, de retour de xxx des forains racontaient d'avoir vu plusieurs djihadistes dans la brousse avec des blessés, amputés, peut-être des rescapés de combat. (Propos d'un billeteur, Youwarou, avril 2025)*

<sup>6</sup> Compte tenu du déplacement massif des populations de Tessit à Ansongo ville et du contrôle de la zone par l'EIGS, les habitants de Tessit sont enquêtés à Ansongo.

Figure 9 : Perception de la situation sécuritaire au niveau local par commune (Q 7)



Concernant les attaques, 59 %, ont rapporté une diminution et 21 % une augmentation. Les raisons de l'insécurité varient selon le lieu de résidence, et les menaces sont plus nombreuses en zones rurales.

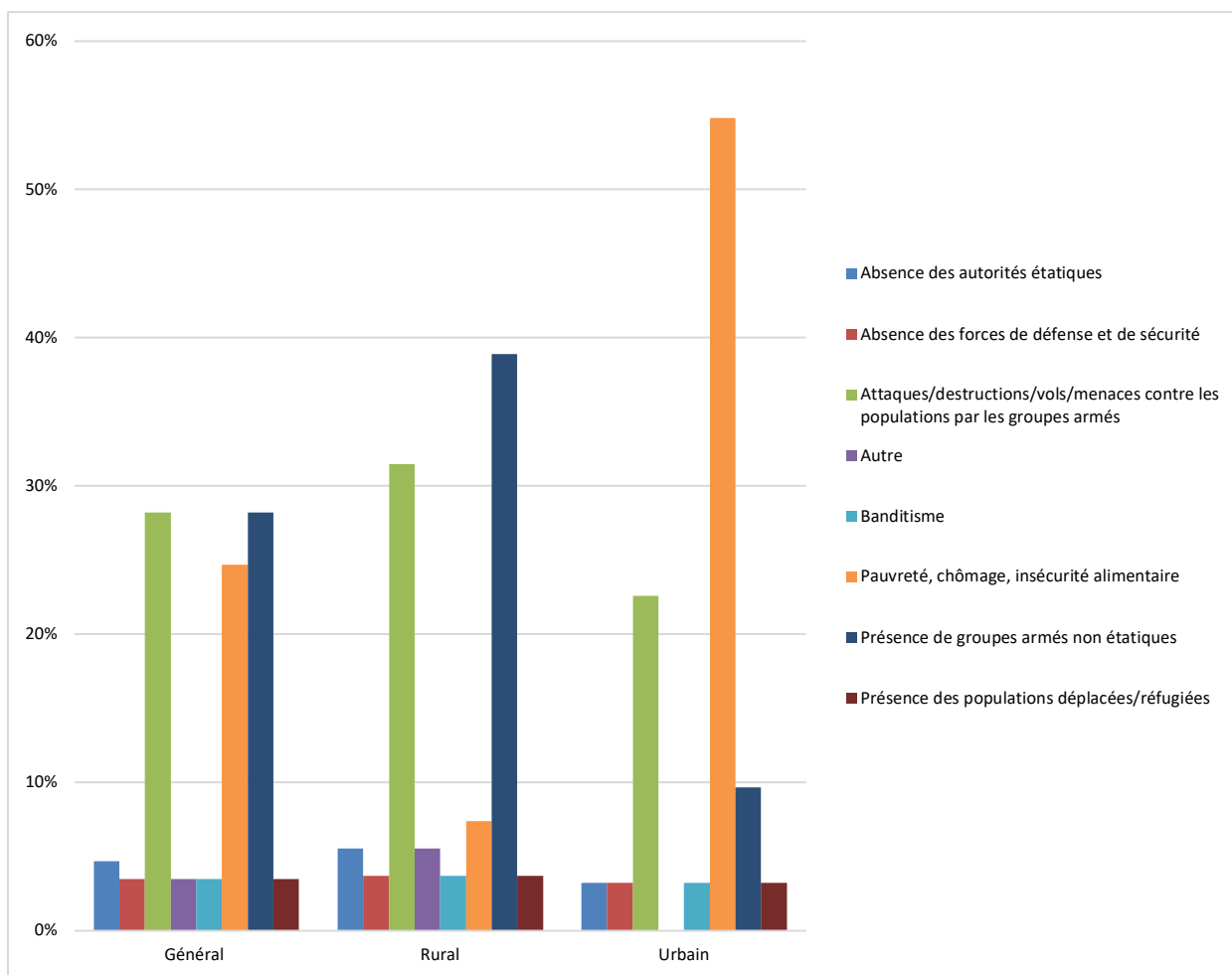
Les menaces « principales » ont varié au fil de nos recherches. La part « pauvreté-chômage-insécurité alimentaire » a fortement augmenté dans les zones urbaines, alors qu'elle était de 21 % lors de l'enquête précédente. Cette évolution s'explique en partie par la dégradation de la situation économique dans la région de Tombouctou où cette menace est rapportée à 75 %. Par ailleurs, 43 % des populations de Bandiagara<sup>7</sup> considère la présence des populations déplacées ou réfugiées comme une menace.

*Gao c'est devenu une commune d'accueil car il y a beaucoup de PDI, donc on a la flambée fulgurante des denrées de première nécessité (...) du riz, du mil, du lait, du sucre et tous les autres produits (...). Le deuxième point qui me semble très important c'est par rapport aux axes routiers, vous avez vu pendant trois ans l'axe routier Gao-Sévaré qui constitue vraiment le centre névralgique d'approvisionnement de la région de Gao a été carrément coupé pendant trois ans ce n'est qu'il y a juste une ou deux semaine que l'axe a été libéré. L'axe Gao-Niger c'est la même chose, les différents braquages, les enlèvements, les assassinats il y a un ensemble de facteurs conjugués qui font que ça a des conséquences sur l'économie. (Entretien avec un administrateur civil, Gao, avril 2025).*

À Ansongo, des conflits entre nomades et propriétaires ont été signalés, en raison de l'installation des nomades déplacés sur des terrains sans l'autorisation des propriétaires.

<sup>7</sup><https://www.unocha.org/publications/report/mali/mali-profil-humanitaire-region-de-mopti-bandiagara-douentza-mars-2025>

Figure 10 : Principales menaces au niveau local selon les zones urbaines ou rurales (Q7)



Lorsqu'on les interroge sur leur ressenti dans leur quartier, **68 % des répondants déclarent se sentir « partiellement en sécurité »**, contre 58 % en avril 2024 et 62 % en octobre 2024. Seuls 19 % se disent « en sécurité », contre 28 % en avril et 22 % en octobre, tandis que 13 % estiment être en danger.

Les habitants de la région de Tombouctou se sentent plus « en sécurité » (31 %) que ceux des autres régions (4 % à Bandiagara, 15 % à Gao, et 19 % à Mopti). **À Gabero, 88 % déclarent se sentir en danger, chiffre qui n'a pas changé depuis la précédente enquête.**

À Bandiagara ville, la situation s'est également améliorée : 77 % des habitants ont répondu se sentir « partiellement en sécurité » contre 90 % qui se disaient « en danger » en octobre 2024.

Lorsqu'ils se sentent en danger, **51 % invoquent des raisons économiques et 47 % des causes sécuritaires.** L'insécurité est principalement économique dans les régions de Bandiagara (77 %) et Tombouctou (87 %), tandis qu'elle est sécuritaire dans celles de Gao (62 %) et Mopti (91 %). L'insécurité économique continue de progresser en zones urbaines passant de 12 % (avril 2024) à 41 % (octobre 2024) et à 64 % en avril 2025. L'insécurité est à 53 % dans le monde rural contre 32 % dans le monde urbain. Par ailleurs, l'insécurité économique est aussi liée au paiement forcé de la *zakât* dans certaines localités comme Koro.

### 3. Les perceptions de la sécurité selon les catégories de populations

Les populations, toutes catégories confondues, considèrent que les localités sont « moyennement sûres » pour les hommes (77 %), les femmes (80 %), les jeunes (73 %), les PDI (79 %) et les personnes en situation de handicap (84 %).

*Après le climat a changé dans le village parce que depuis le mois de novembre 2024 suite une attaque qui a fait mort hommes, certaines personnes passent la nuit en brousse surtout les chefs de famille. Cette attaque barbare et lâche serait la cause de l'exode rural des jeunes. La situation a fait que pour le moment il y a des gens parmi eux qui sont retournés, et d'autres personnes n'ont pas pu retourner jusque-là, mais d'autres font la navette entre le village et la brousse. (Entretien avec un enseignant, Diré, cercle de Tombouctou, avril 2025).*

De manière générale, ce sont les déplacements qui exposent les personnes aux dangers. Ainsi, **61 % des répondants affirment limiter leurs déplacements, contre 55 % en octobre 202),** 17 % ont modifié leurs modalités de déplacements et 6 % ont changé de lieu de vie.

*Les déplacements sont limités (...) Nous n'avons pas le choix ici c'est chez nous, nous allons rester et affronter les difficultés. La nuit nous faisons rentrer le reste de nos bétails à l'intérieur de nos maisons et souvent dans la chambre à coucher même. Nous dormons la nuit parce que le danger n'est pas loin. Les jeunes n'écoutent plus la musique la nuit ni de tam-tam. (Propos recueillis à Gabero, journal de terrain, avril 2025).*

*Nous nous sommes adaptés au changement sécuritaire même si nous ne sommes pas des experts ; nous pouvons dire que nous avons des rudiments par exemple nous savons à quelle période ou quel moment ces bandits viennent semer la terreur. Le plus généralement c'est la veille des foires ou les jours de foires. En un mot c'est pour dire que nous sommes habitués quand les périodes ou les moments s'approchent nous prenons nos précautions. De telle sorte que même si nous entendons des tirs le plus souvent ça ne nous fait pas peur. (Entretien avec un administrateur scolaire, Diré, cercle de Tombouctou, avril 2025).*

*Seulement la semaine dernière le chef de l'exécutif du cercle, le préfet et son chauffeur ont été enlevés et nous n'avons jusqu'à présent pas de leurs nouvelles. Le problème est que les chefs de villages comme moi sont visés tout comme les administrateurs et FDS. Souvent quand je suis dans l'obligation de voyager je me méfie de tous les insignes de chefs de villages (macaron, cachet, ordre de mission et autres...). Je me camoufle et emprunte les bus de transport en commun. Nous sommes seulement des musulmans nous prions et nous espérons que l'avenir sera mieux et qu'un jour nous ou nos petits fils tournons la page noire qui se vit actuellement. (Entretien avec un chef de village, enseignant à la retraite, Ansongo, avril 2025).*

Les populations s'adaptent à cette insécurité. Selon un commerçant de Mopti :

*Il n'y a pas très longtemps, environ 3 à 4 mois il y a eu une attaque d'un convoi militaire par les terroristes, il y a eu plusieurs morts. Les gens ont peur mais vaquent à leur occupation, chaque soir dans ce quartier on entend des tirs souvent bien nourris mais on ne connaît pas la raison. Quand même il y a toujours la rafale. Il y a la panique. (Propos recueillis auprès d'un jeune commerçant, Mopti ville, avril 2025).*

*Les gens sont tués à longueur de journée, ceux qui n'adhèrent à l'idée des terroristes sont menacés et tués, je connais une famille peulh, qui n'a pas accepté d'adhérer à leurs idéaux, a été menacée d'être tuée, par peur la famille a abandonné leur village pour venir s'installer à Mopti, ils y sont restés pendant un bon moment je dirais 4 à 6 mois. La femme venait nous vendre le lait étant ici. Après ils sont retournés à ce village mais malheureusement deux jours après ils ont été assassinés. (Entretien réalisé avec un homme adulte commerçant, Mopti, avril 2025).*

Q0.	Q1.	Q2.	Q3.	Q4.	Q5.	Q6.	Q7.
oct. 21	mars 22	oct. 22	mars 23	oct. 23	avr. 24	oct. 24	avr. 25

*C'est à cause de l'insécurité. Quand il y a la stabilité tout va bien. Mopti est une zone d'élevage, de pêche et de commerce. Nos clients sont ceux qui sont au centre de l'insécurité, qui vivent l'insécurité. Même pour se déplacer ce sont des problèmes, leur déplacement peut les exposer aux dangers. C'est avec eux qu'on gagne notre pain, mais avec l'insécurité ils ne quittent plus leurs villages pour venir à Mopti. Ils n'arrivent même plus à faire l'élevage et la pêche convenablement. Alors que ce sont eux qui amènent les produits pour ravitailler. Et en retour ils achètent les produits avec les habitants. Toute cette activité est arrêtée à cause de la situation d'insécurité. (Entretien avec un tailleur, Mopti, avril 2025).*

Le quotidien des populations est perturbé par l'insécurité au cœur même des villes : à Ténenkou, l'insécurité se manifeste « dès la rentrée dans la ville, les voyageurs sont en file indienne bien organisée par un agent en première position et le second pour le contrôle physique de chacun des voyageurs (...) la voie principale est interdite à partir de 20 heures jusqu'à 6 heures du matin. » (Journal de terrain, cercle de Ténenkou, avril 2025). L'entrée dans la ville est interdite aux véhicules à partir de 19 h, et aux piétons à 22 h. De même, dans le cercle de Youwarou, « la pression est grande sur la population, car les instructions données par l'armée et souvent par les groupes armés terroristes doivent être respectées à la lettre sans complaisance, en cas de violation par imprudence, la sanction est immédiate cela rend la situation difficile. » (Journal de terrain, cercle de Youwarou, avril 2025). Une personne déplacée à Youwarou explique ainsi :

*C'était une semaine avant le mois de ramadan où l'armée a fait une descente musclée dans mon village jour de foire et partie avec douze personnes soupçonnées d'être des GAT, la nuit suivante les GAT ont fait une irruption dans le village donner à tout le monde l'ordre de quitter la ville en plus que personne ne va vers la ville de Niafounké et Léré sous embargo, ce fut la débandade le calvaire, passer la nuit en brousse le lendemain, continue le chemin pour arriver à Youwarou. (Propos recueillis auprès d'une personne déplacée à Youwarou, avril 2025).*

La « signature » de pactes avec les groupes armés est un moyen de survie. À Koro, un groupe de la société civile est régulièrement convoqué « pour une mise à jour de l'accord signé en 2023 ».

*L'association xxxx fut accompagnée par un représentant du maire, un représentant du chef de village de Koro, le président du conseil communal de la jeunesse de Koro (CCLJ) et un représentant de la confrérie des chasseurs. L'objet de leur convocation portait sur trois points : organiser une marche massive contre le gouverneur de la région de Bandiagara, ne plus recevoir les réfugiés Burkinabè et enfin l'expulsion d'une partie des réfugiés de la province de Thiou plus précisément ceux du village de Nouhmou. Cette marche aurait pour but de lever l'embargo dans la région de Bandiagara concernant le carburant pour qu'ils puissent se ravitailler librement. Par contre en ce qui concerne l'expulsion et le non-accueil des réfugiés Burkinabè, ils n'ont donné aucune explication mais exigent le respect des consignes données dans un bref délai. (Propos recueillis à Bandiagara, avril 2025).*

*Les conséquences sont énormes, car jusqu'à présent nous avons peur d'aller dans la brousse éloignée à la recherche du bois de chauffe, des herbes car les GAT sont toujours présents dans la forêt. Malgré la menace quelques éleveurs qui ont beaucoup de têtes de bétail partent au pâturage vers la frontière. Des fois ils tombent sur les GAT et les GAT leur posent beaucoup de questions car certains GAT sont de la localité ils se connaissent entre eux s'ils comptent les troupeaux et que si ça vaut 30 têtes ils prennent un. À long terme cette menace causera de la famine, de l'insécurité alimentaire car il y a des terres qui ne sont pas fertiles pour l'agriculture, le peu qu'on gagne les GAT prélèvent de la zakat et le peu qui reste n'est pas suffisant pour la consommation familiale. Concernant le bétail certains ont tout vendu à cause de la menace des djihadistes, mais pour beaucoup des gens les animaux ont été emportés par les GAT. (Entretien avec un mécanicien, Koro, avril 2025).*

*Concernant les études, vers chez nous quand même les enfants vont à l'école grâce à l'accord signé avec les GAT mais dans une grande inquiétude, car ils peuvent venir d'un moment à l'autre. Mais il y a des localités qui sont un peu reculées malgré la signature de l'accord les enfants n'ont pas accès à l'éducation (...) Les conséquences sont énormes, car jusqu'à présent nous avons peur d'aller dans la brousse éloignée à la recherche du bois de chauffe et des herbes car les GAT sont toujours présents dans la forêt. Malgré la signature de l'accord pour la paix et la réconciliation la menace est toujours là. Car les GAT dictent leur loi et la population est dans l'obligation d'exécuter sans quoi ils vont quitter le village. Nos cultures sont insuffisantes le peu qu'on gagne les GAT prélèvent de la zakat et impose une amende à la communauté chrétienne. (...) De nos jours, il n'y a pas d'actions concrètes pour assurer la sécurité dans ma commune, avant ils avaient mis en place une communauté de vigilance mais avec la signature de l'accord il y a plus cette communauté de vigilance. La population est délaissée à son sort et nous n'avons pas d'autres choix que de respecter leurs consignes et d'exécuter leur loi. (Entretien avec un ménagère. Koro, avril 2025).*

Dans la région de Tombouctou et en particulier à Alafia, « la population vit dans une grande peur, se sentant totalement privée de liberté. Les gens ne sont plus libres de leurs mouvements, n'ont plus le droit de jouer de la musique, d'organiser des événements festifs, ni de se rendre dans les champs ou aux foires éloignées. » (Journal de terrain, région de Tombouctou, avril 2025). Comme le confirment ces propos recueillis dans le cercle de Tombouctou :

*Le soi-disant djihadisme est une couverture : ce sont des gens d'ici qui nous imposent leurs règles...*

*Cette année, ils nous ont interdit d'amener nos bœufs dans les bourgoutières comme nous le faisons d'habitude ; tout doit se faire selon leurs conditions...*

*Tous ces vols et cette injustice sont liés à l'absence de l'État et des FDS dans notre zone...*

*Le vendredi dernier, nous fêtions un mariage, ils sont venus à moto, ont dispersé les invités et brûlé le matériel sonore...*

#### **4. L'insécurité économique**

La situation économique est toujours aussi dégradée : les prix des produits de première nécessité augmentent, en particulier le mil et le riz. Dans la région de Mopti, les foires ne sont pas bien approvisionnées, notamment les foires de bétail en raison des vols de bétail. Avec les coupures d'électricité, ce sont toutes les professions (tailleurs, menuisiers, vendeurs de glaces, etc.) qui ne subviennent plus à leurs besoins.

*Parce qu'ici à Gao presque tous ces produits de consommation sont importés d'ailleurs soit du sud du pays où il n'y a plus de route, soit du Niger, soit de l'Algérie et tous ces trois côtés là aujourd'hui sont difficiles d'accessibilité vis-à-vis de Gao avec toutes sortes de problèmes. Les problèmes naturels, ou la route est dégradée ou on n'arrive pas à réhabiliter la route ou à refaire la route, il y a l'insécurité grandissante. Ou tu ne peux pas amener un produit ici sans être intercepté en cours de route par un bandit ou un groupe armé pour être dépouillé de tes produits. (...) Les populations ont accès mais avec beaucoup de peine, mais c'est excessivement cher par rapport aux autres localités du pays ou dans le monde c'est excessivement cher. (Entretien avec un opérateur économique, Gao, avril 2025).*

Dans le cercle de Bourem, la situation économique est également dégradée, notamment le commerce. En effet, les commerçants sont souvent attaqués sur les routes et leurs produits détruits, ce qui entraîne la hausse des prix. Le transport fluvial est très limité du fait de l'insécurité. Par ailleurs, les tensions diplomatiques entre l'Algérie et le Mali ont aggravé les difficultés d'approvisionnement, alors que de nombreux produits venaient d'Algérie.

*Les céréales sont disponibles mais très chères à cause de l'insécurité, les commerçants partent s'approvisionner dans des conditions très pénibles. Ainsi la revente devient un problème pour les citoyens car ils achètent presque au prix du double. La viande existe mais ce n'est plus comme avant certains bouchers ont dû fermer leurs étals à cause de la rareté des animaux et le prix exorbitant, le bétail a diminué donc la production du lait est en baisse et cher aussi. Les légumes c'est par moment maintenant ce n'est plus comme avant. Les populations ont accès mais avec des prix moins abordables. Maintenant ces produits sont en grande partie importés des autres régions et des autres pays. (Entretien avec une femme entrepreneure, Bourem, avril 2025).*

Dans le cercle d'Ansongo, la situation économique est très précaire. Le marché de la ville est très peu approvisionné du fait de l'insécurité et de la hausse du prix du carburant. La ville connaît une très forte concentration des populations venues d'autres communes, alors que l'aide est de plus en plus réduite depuis le départ de la MINUSMA, ainsi que celui d'autres ONG qui manquaient de financements. La présence de populations déplacées pose des problèmes liés à l'occupation d'espaces fonciers, parfois sans l'accord des propriétaires, pouvant engendrer des conflits avec les populations résidentes.

*Depuis le retrait de la MINUSMA, beaucoup de jeunes se sont retrouvés dans le chômage et jusqu'à présent le gouvernement n'a rien fait pour eux... (Propos recueillis auprès d'une femme résidente à Tombouctou, avril 2025).*

*On peut simplement dire que ça va, mais pas comme le moment où il y avait la MINUSMA. Mais les gens continuent avec les échanges entre commerçants. Mais les choses ne sont plus comme avant. (Entretien avec un jeune vendeur de carburant, Tombouctou, avril 2025).*

*Les opportunités d'emploi ici, maintenant c'est très compliqué. Je ne vois pas d'autres opportunités si ce n'est le travail d'ouvrier comme le travail du banco par exemple. (...) Le travail que je vois que les jeunes font beaucoup, c'est le travail de main d'œuvre, comme travail de banco, la soudure, etc. Mais trouver du travail maintenant c'est très difficile. Avant quand il y avait nos partenaires comme la MINUSMA et les autres organisations, les gens trouvaient facilement du travail et ils gagnaient bien leur vie. Mais maintenant ce n'est pas du tout facile. (...) Le seul emploi que les gens sont en train de convoiter maintenant c'est la tenue militaire ou le travail de main d'œuvre c'est tout. (Entretien avec un jeune commerçant de Tombouctou, avril 2025).*

Dans le cercle de Bandiagara, la situation économique est décrite comme étant « catastrophique ».

Le problème d'essence vient aggraver la situation économique qui auparavant était fragile, la population n'a aucune source de revenus c'est l'extrême pauvreté à cause d'insécurité grandissante car la population n'est plus libre dans ses mouvements les habitants ne supportent plus le coût de la vie car ils ne peuvent ni pratiquer l'agriculture, ni l'élevage ni le commerce comme auparavant, en plus de cela, l'accès difficile pour les commerçants de faire le trajet entre les villages par manque de carburant et le peu qu'ils trouvent le prix est élevé chez les revendeurs. En plus ces commerçants et les hommes d'affaires sont devenus des cibles de ces groupes armés terroristes. Auparavant en cas de kidnapping les terroristes proposaient une forte somme de rançon à leurs familles pour leur libération mais maintenant en cas de kidnapping les familles n'auront aucune nouvelle d'eux (...) Dans le domaine de l'élevage également il n'y a plus assez de bétail car presque tous les animaux ont été emportés par les groupes armés, des céréales incendiées, des villages brûlés (Journal de terrain, Bandiagara, avril 2025).

L'insécurité est une contrainte pour toutes les activités économiques, que ce soit l'agriculture ou la pêche :

*Concernant le poisson on n'en trouve pas, les mares dans lesquelles nous pêchons sont éloignées on ne peut pas y aller avec de l'insécurité. C'est pourquoi si on arrive à avoir des étangs piscicoles pour la production du poisson à travers la pisciculture sera une solution idéale à notre problème d'accès au poisson. C'est une fois par semaine que les*

Q0.	Q1.	Q2.	Q3.	Q4.	Q5.	Q6.	Q7.
oct. 21	mars 22	oct. 22	mars 23	oct. 23	avr. 24	oct. 24	avr. 25

*vendeurs de poisson amènent le poisson ici, ils les amènent de Mopti ou de Sevaré et ça devient encore plus chers. (Entretien avec un agriculteur, commune de Sio, cercle de Mopti, avril 2025).*

*Par rapport à l'eau potable pour la consommation des ménages, pose des grandes difficultés on n'arrive pas à avoir l'eau à suffisance. Il paraît que la SOMAGEP a un problème de carburant c'est pourquoi elle n'arrive pas à répondre à la demande. C'est l'accès à l'eau potable qui est notre plus grand problème et c'est chaque année qu'on est dans ces difficultés. Chaque matin et soir on se rend au point d'eau pour faire le rang afin d'avoir quelques bidons ou seau d'eau pour la consommation journalière. Pour avoir accès à ce point il faut payer 100 f/semaine. Cet argent sert pour l'entretien du point d'eau. Même à cet endroit il y a l'eau quand l'électricité y est, dès qu'il y a coupure d'électricité il y a coupure d'eau en même temps. Pour le rang on peut patienter pendant 3 à 4 h pour avoir son tour. Ça c'est au niveau du forage public, il y a aussi les forages privé là il faut payer 10 f pour 20 l ou 75 f pour 40 l. (Entretien avec une femme commerçante, cercle de Mopti, avril 2025).*

L'approvisionnement en produits est également difficile, entraînant une augmentation des prix.

*L'approvisionnement s'est fait en grande partie par la voie fluviale de ces fruits et légumes. C'est tout récemment que les transporteurs ont pu négocier avec les groupes terroristes pour qu'ils puissent continuer à l'approvisionnement par la voie routière, des produits et transporte les personnes aussi puisque la voie fluviale n'est plus possible à cette période. Cette négociation a permis d'obtenir un consensus avec les groupes terroristes pour la libre circulation des personnes et des biens. (Entretien avec un enseignant, Diré, cercle de Tombouctou, avril 2025).*

#### Ansongo

*Les populations de ces communes se sont toutes déplacées pour la seule ville d'Ansongo après avoir été dépossédées de tout leur bétail. À plusieurs reprises, plusieurs communes et villages du cercle d'Ansongo ont été attaqués par les éléments de l'EIGS, faisant à cette occasion de nombreuses victimes civiles. Cela a été le cas en août 2021, dans la commune de Ouatagouna, puis en septembre 2022, à Tallataye. Les forces de défense et de sécurité ont également été la cible des groupes comme en septembre 2022 à Tessit. En parallèle à ces attaques toutes les habitations et infrastructures de développement ont été dégradées, sabotées et des populations civiles massacrées. Depuis, un climat d'insécurité s'est de ce fait installé partout dans le cercle, d'autant plus que les FAMA qui devaient garantir la sécurité des personnes et de leurs biens, sont quasiment absentes dans la plupart des communes du cercle. Aussi, les groupes d'autodéfense à identités Imghad, Idaksahak (GATIA et MSA), songhai et peulh (Ganga Izo et Gandakoy) issues de la Plateforme des mouvements du 14 juin 2014 se sont constitués pour assurer la sécurité de leurs communautés. Néanmoins plus récemment, face à la menace que représentent les groupes djihadistes, ces mêmes acteurs ont montré des signes de faiblesse et ont abandonné la mission de sécurisation des populations civiles et de leurs biens qu'ils s'étaient initialement impartie.*

*C'est dans cette veine que le général Gamou, a lancé en 2022 un appel aux communautés, leur demandant de quitter leurs zones d'habitation et de se rapprocher de façon urgente des grandes villes plus sûres, n'étant pas sous la menace d'attaques de la part de l'EIGS. Cela a obligé les populations de Tallataye, Tessit, Ouatagouna, Bourra, Tin-Hamma plusieurs fois attaquées et de toutes les autres communes du cercle, en dehors du chef-lieu d'Ansongo, à se déplacer de façon inédite vers le chef-lieu de cercle où la sécurité semble être meilleure, par peur de subir le même sort. Cette arrivée en très grand nombre de familles issues de ces communes n'est pas sans conséquence pour la ville d'Ansongo d'autant plus que la majorité des hommes de ces familles déplacées sont nomades et sont arrivés armés à Ansongo. Ansongo, ce dernier temps est confronté à une recrudescence de l'insécurité (braquages sur les routes, vols d'animaux, attaques à mains armées, etc.)*

*sans égal, qui affecte négativement les rapports intercommunautaires. Les communautés sédentaires songhaï accusent le plus souvent les populations arabes et touareg d'être les auteurs ou les complices de ces multiples actes de banditisme. Un climat de méfiance et de suspicion est là, partout dans le cercle et les populations arabes et tamasheq s'inquiètent à cause des discours et actes de stigmatisation et d'amalgame dont elles sont victimes. Elles se disent être accusées à tort, mais ne sont malheureusement pas très souvent crues. Des voix de plusieurs ressortissants du cercle vivant à l'extérieur n'apaisent pas la situation très souvent et c'est dommage pour nous tous. Des communautés qui depuis la nuit des temps sont ensemble, interdépendantes et complémentaires. Aucune ne peut vivre sans l'autre mais dommage ce que nous vivons aujourd'hui. (Entretien avec un chef de village, enseignant à la retraite, Ansongo, avril 2025).*

## B. La présence des acteurs de la sécurité

### 1. Les acteurs nationaux

Les populations rapportent que les forces les plus présentes sont l'armée, la garde nationale, la gendarmerie et la police. La présence des groupes d'autodéfense est signalée par 25 % des enquêtés, tandis que 32 % mentionnent celle des forces étrangères, en baisse par rapport à octobre 2024 (44 %). La perception de la présence des différents acteurs varie selon les régions ; la région de Bandiagara est celle où les forces sont les moins présentes (Fig. 11).

Figure 11 : Perception de la présence des acteurs de la sécurité par région (Q 7)

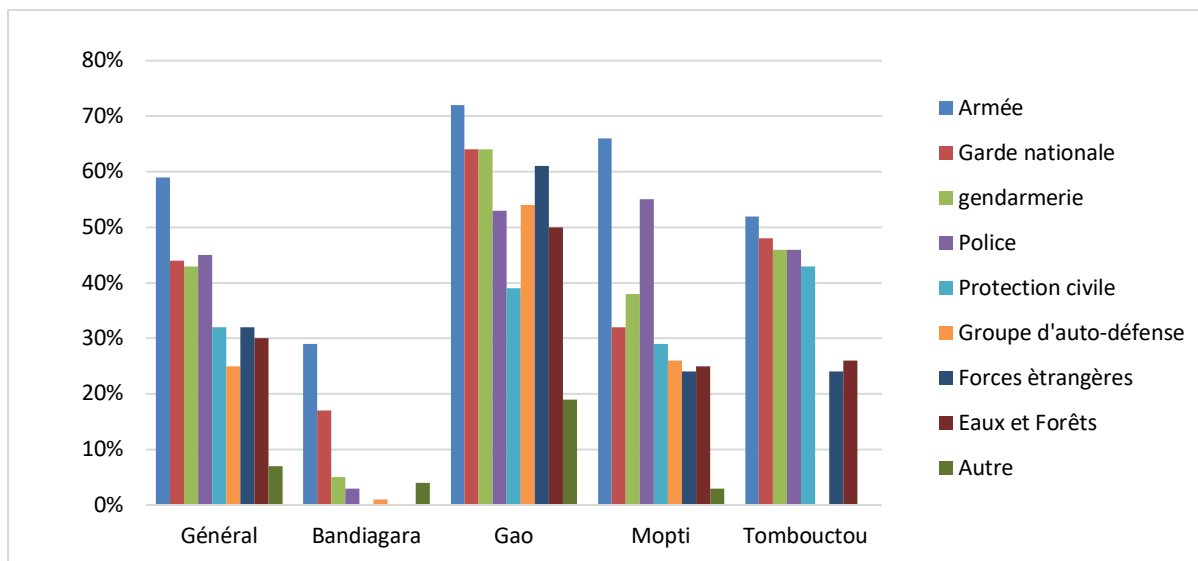
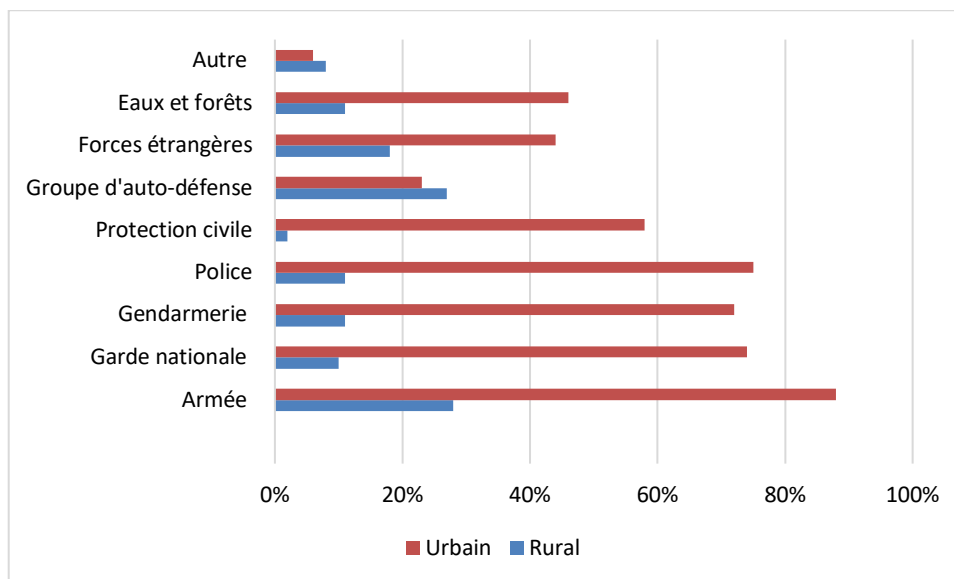


Figure 12 : Perception de la présence des acteurs de la sécurité par zone de résidence (Q7)



Comme le montre la figure 12, les forces étatiques sont essentiellement présentes dans les zones urbaines. Par exemple, bien que la zone autour d'Ansongo soit occupée par l'EIGS, l'armée reste présente à Ansongo ville, où elle mène des patrouilles et procède à des contrôles de cars et de véhicules de transport en commun sur les axes Gao-Ansongo et Gao-Niamey.

Les FDS sont beaucoup moins présentes dans les zones rurales. Selon un agriculteur de la commune de Gabero, « nous sommes délaissés et abandonnés par l'État et les militaires. Il faut que les autorités comprennent que le Mali ne se limite seulement pas à Bamako et à Mopti. Nous pouvons faire trois mois sans voire une patrouille des FDS. » (Cercle de Gao, avril 2025).

La confiance dans les forces armées reste élevée. Toutefois, la police et la gendarmerie sont perçues comme les plus corrompues tandis que les groupes d'auto-défense et les forces étrangères sont souvent associées à l'insécurité en raison de comportements arbitraires.

Pour 38 % des personnes interrogées, c'est l'armée qui s'occupe le plus de la protection des populations. Viennent ensuite, à égalité, les citoyens eux-mêmes, la police et les autorités traditionnelles (14 % pour chacun).

La population dit faire confiance aux FDS, elles jouent leur rôle de sécurisation, même si c'est limité dans certains cas. Par exemple, à Médina Courra plusieurs enquêtés accusent les FDS de ne pas être suffisamment présentes alors que ce quartier éloigné de Mopti est un fief des djihadistes et c'est là que les FDS doivent plus se concentrer. Mais elles ne viennent qu'en patrouilles et ne vont pas loin. Il y a un poste de police dans ce quartier, mais la garde descend à 18 h et rentre en ville jusqu'au lendemain, pourtant c'est pendant la nuit que le mouvement des terroristes est fréquent. (Journal de terrain, Mopti ville, avril 2025).

Les attentes sont fortes en matière de sécurité, la présence et le rôle de l'État sont associés à la sécurité physique. La demande de postes de sécurité revient fréquemment dans les entretiens, les répondants estimant que la proximité de forces améliore leur sécurité.

*Nous prions l'État de recruter et continuer à recruter les gens massivement, puisque seul un recrutement de masse peut faire l'affaire en rétablissant la sécurité sur l'ensemble du territoire national. Nous suggérons à l'État de faire tout son possible en nous octroyant un camp militaire pour que les paisibles citoyens puissent vaquer librement à leurs occupations. (Entretien avec un enseignant, Diré, cercle de Tombouctou, avril 2025).*

## 2. Le départ de la MINUSMA

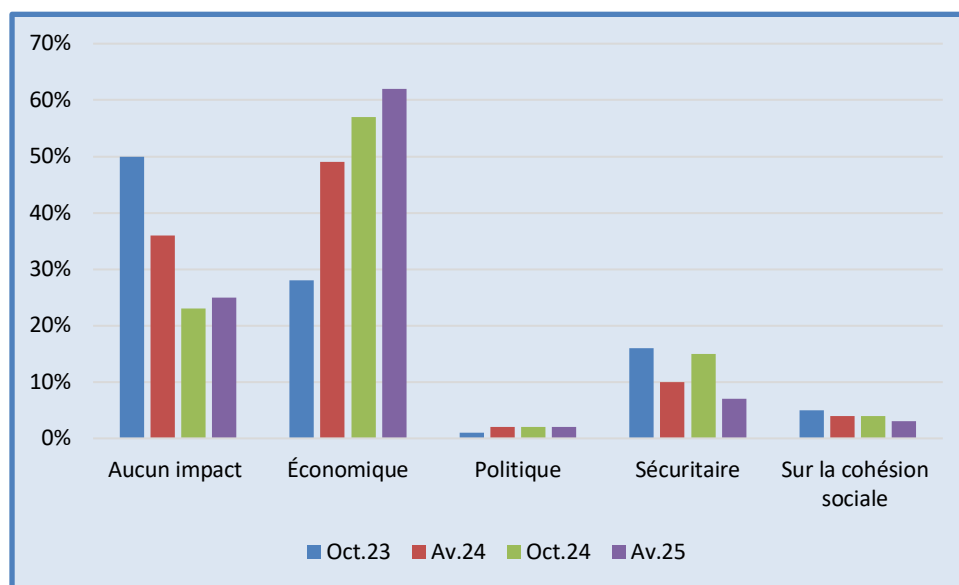
À la demande du gouvernement malien, lors de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies du 16 juin 2023, le mandat de la MINUSMA a pris fin le 30 juin 2023 et le retrait a été achevé le 31 décembre 2023.

La proportion de personnes se déclarant confiantes quant à leur sécurité personnelle après le départ de la MINUSMA reste stable à 66 % (contre 68 % en octobre 2024, 70 % en avril 2024 et 71 % en octobre 2023). Le manque d'intervention de la MINUSMA face aux attaques figurait parmi les critiques récurrentes des populations, ce qui pourrait expliquer la stabilité de cette perception après son départ.

*Tous les pays de l'Afrique doivent se voir comme des pays frères. Ce sont les blancs qui nous divisent sinon nous sommes tous les mêmes peuples. Donc tout ce que je peux dire c'est la création de l'AES est très bonne idée. Si vous voyez que le Mali s'est fait retirer de la CEDEAO c'est qu'il y a anguille sous roche. Si les autorités ont pris cette décision c'est que la collaboration n'est pas bonne pour nous. C'est tout comme le retrait de la MINUSMA quand leur présence crée des problèmes mieux vaut qu'ils partent de chez nous. Pour les partenaires j'aurai appris que ce sont les partenaires qui créent l'instabilité, ils sont intéressés par les richesses de notre sous-sol, c'est inadmissible, sinon il y a toujours certains partenaires qui sont là, c'est qui est sûr s'ils sont toujours là ils sont considérés comme des bons partenaires. Certains partenaires sont décidés à déstabiliser notre pays, Dieu ne va jamais leur donner cette chance inch'allah. (Entretien avec une commerçante, Mopti, avril 2025).*

*Aujourd'hui notre pays a besoin des partenaires honnêtes qui veulent nous aider à sortir de cette crise et non des partenaires, qui veulent profiter de nous. (Entretien avec une autorité traditionnelle, Mopti, avril 2025).*

Figure 13 : Selon vous, quelle est la conséquence principale du départ de la MINUSMA ? (Q4-5-6-7)



La proportion de personnes mentionnant l'impact économique du départ de la MINUSMA a encore augmenté par rapport à octobre 2024. Les conséquences économiques sont désormais ressenties plus fortement : **alors que 50 % des personnes pensaient que le départ de la MINUSMA n'aurait « aucun impact » en octobre 2023, ce chiffre est tombé à 36 % en avril 2024, 23 % en octobre 2024 et reste stable à 25 % en avril 2025.**

Le pourcentage de personnes estimant que la situation économique s'est dégradée a augmenté, passant de 48 % en avril à 58 % en octobre 2024. Ce chiffre est stable en avril 2025 (58 %). En octobre 2023, seulement 28 % envisageaient une dégradation de la situation économique, tandis que 34 % pensaient que la situation ne changerait pas, voire s'améliorerait.

Le départ de la MINUSMA a entraîné un chômage massif chez les jeunes à Gao. Ce départ est vu comme un facteur aggravant du chômage des jeunes que ce soit dans la région de Gao ou celle de Mopti :

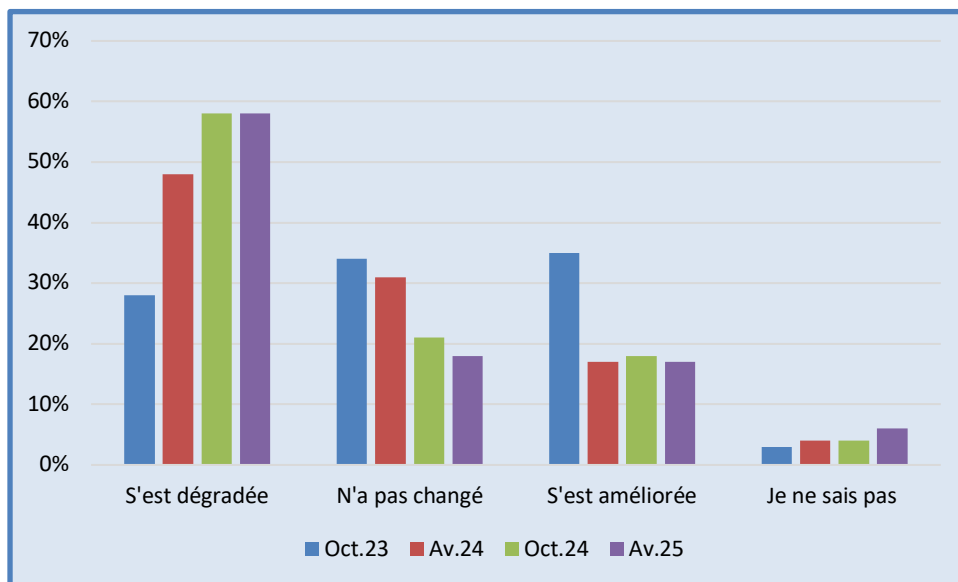
*Il y a aussi beaucoup qui font les transports. Certains jeunes partent aussi dans les zones aurifères en exode pour chercher de l'argent, donc aujourd'hui le problème de l'emploi est devenu une véritable problématique dans notre localité, en ce qui concerne dans les recrutements à la fonction publique de l'État et des collectivités que l'État a organisé le quota demandé est très minime comparé aux jeunes diplômés, même cela ne concerne pas beaucoup de corps. Le manque d'opportunité d'emploi c'est une véritable réalité, avant le tourisme était développé et tous les jeunes pouvaient gagner leur vie là-bas, mais ce secteur est aujourd'hui mort. (Entretien avec un enseignant, Mopti ville, avril 2025).*

Un électricien qui travaillait pour la MINUSMA a perdu son travail et est aujourd'hui à son compte. Le manque de fourniture d'électricité dans la ville l'empêche de mener à bien ses activités :

*Économiquement ça ne va pas pour moi actuellement, je ne travaille pas et même les petites réparations des ampoules à domicile que je faisais auparavant, je ne fais plus à cause des coupures d'électricité parce que mon travail dépend de la fourniture d'électricité. Comme source de revenus, souvent je pars à la mine d'or de N'Tahaka pour travailler pendant trois mois pour gagner un peu d'argent, je fais aussi de la soudure des chaises et des petites réparations des ampoules électriques à domicile (...) L'économie de*

*la ville est à terre, toutes les activités économiques sont limitées à cause de l'insécurité et à cela s'ajoute la cherté de la vie et la flambée des prix des denrées alimentaires et aussi toutes les routes qui approvisionnent la ville de Gao sont bloquées par des groupes armés djihadistes entre le Mali et le Niger et Gao-Sevaré. (...) Toutes les ONG internationales ont été chassées par l'État cela a engendré le chômage et la pauvreté. Il y a aussi les nouvelles taxes (le prélèvement sur les frais de recharge et sur les frais de retrait orange money) que l'État a imposé sur nous qui nous a rendus pauvres et vulnérables malgré notre contestation. Avec les coupures d'électricité, les tailleurs, les soudeurs et les vendeuses de glace ne travaillent pas normalement parce que leur activité est liée à la fourniture de l'électricité. Les opportunités d'emplois sont rares, la MINUSMA et la Force Barkhane qui nous donnaient du travail sont partis. Cependant il existe quelques opportunités à savoir le travail domestique (aide-ménagère), le travail journalier à la mine d'or de N'Tahaka et quelques ONG locales qui recrutent souvent des prestataires de service pour des enquêtes des données. (Entretien avec un électricien, ville de Gao, avril 2025).*

Figure14 : Depuis le départ de la MINUSMA, considérez-vous que la situation économique se soit :



Cette situation est encore aggravée par la fermeture de l'USAID et l'arrêt des programmes, qui employaient de nombreuses personnes dans les régions enquêtées.

*(...) Surtout avec le départ de MINUSMA l'année passée à cela s'ajoute aujourd'hui la fermeture de plusieurs programmes financés par USAID. Aujourd'hui beaucoup de jeunes se retrouvent sans emploi après le départ de ces programmes et pire encore beaucoup de ces jeunes ont laissé leurs familles et enfants pour aller en aventure pour chercher la vie meilleure certains ont même vendu leurs terrains pour aller à Bamako. (Propos recueillis à Somadougou, région de Mopti, avril 2025)*

Il ressort de l'analyse que 38 % des répondants estiment que la MINUSMA jouait un rôle dans le maintien des bonnes relations entre les communautés, notamment grâce à l'aide apportée. Par ailleurs 41 % pensent qu'elle a contribué à préserver les relations entre les communautés hôtes et les PDI en apportant une aide matérielle (eau et nourriture) et en soutenant l'économie locale par la création d'emplois et d'activités.

### 3. Les forces étrangères

Les seules forces étrangères présentes dans la zone aujourd'hui sont les paramilitaires du groupe Wagner, très actifs et visibles dans les cercles où la recherche est menée. Les forces russes partagent les mêmes camps et les équipements des FAMA. Elles ne disposent pas de leurs propres installations. Toutefois, elles patrouillent également de manière indépendante.

### 4. La souveraineté

Avec le départ de toutes les forces étrangères, à l'exception des forces russes, les populations considèrent que c'est aux FAMA d'assurer la défense du pays (53 %).

Figure 15: Pour lutter contre les groupes armés terroristes, pensez-vous que les FDS

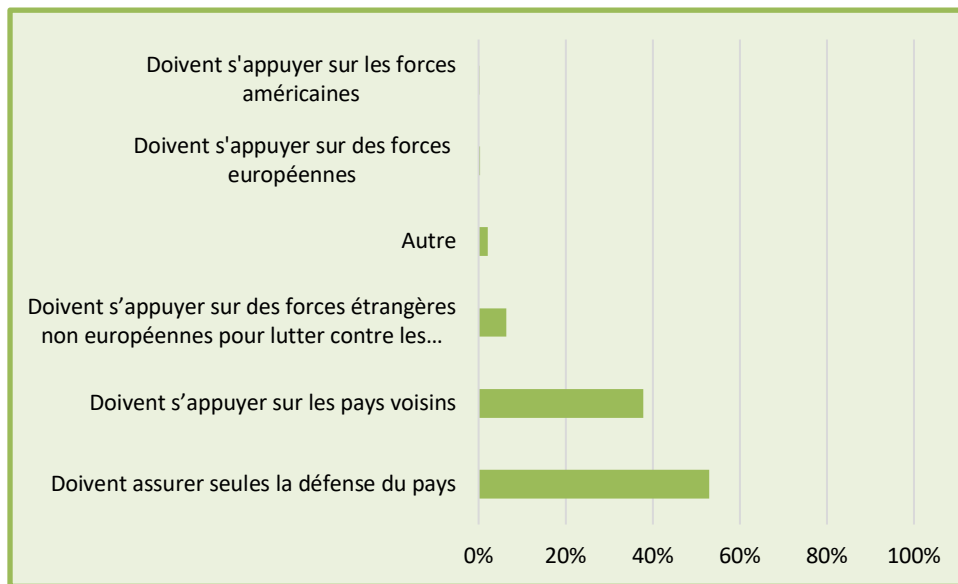


Figure 16 : Pensez-vous que la fin de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (2015) :

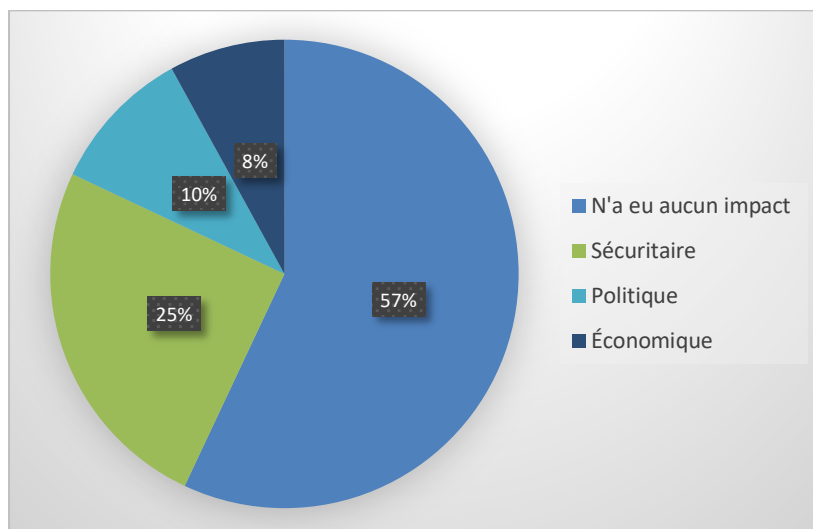


Figure 17 : Impact de la fin de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (2015) par région (Q7)

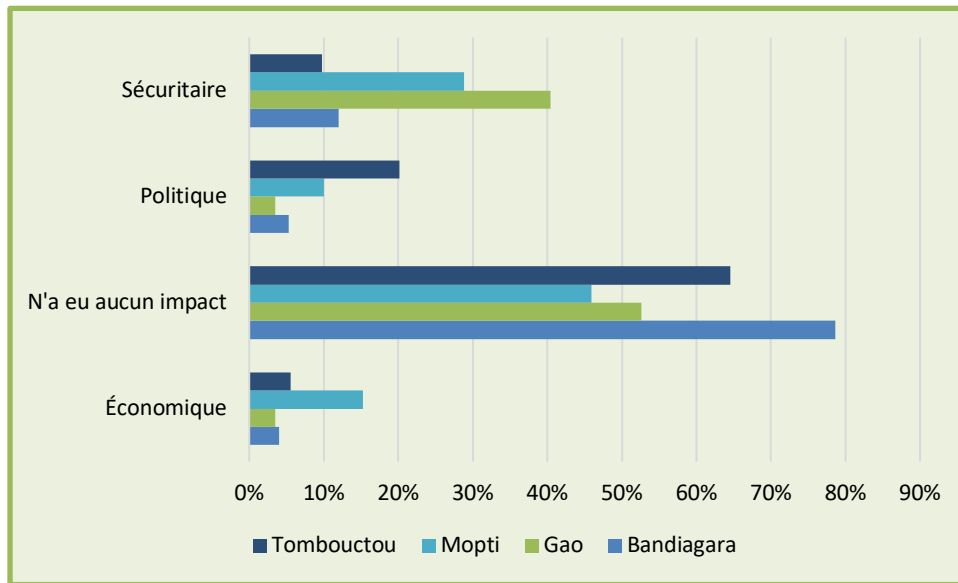
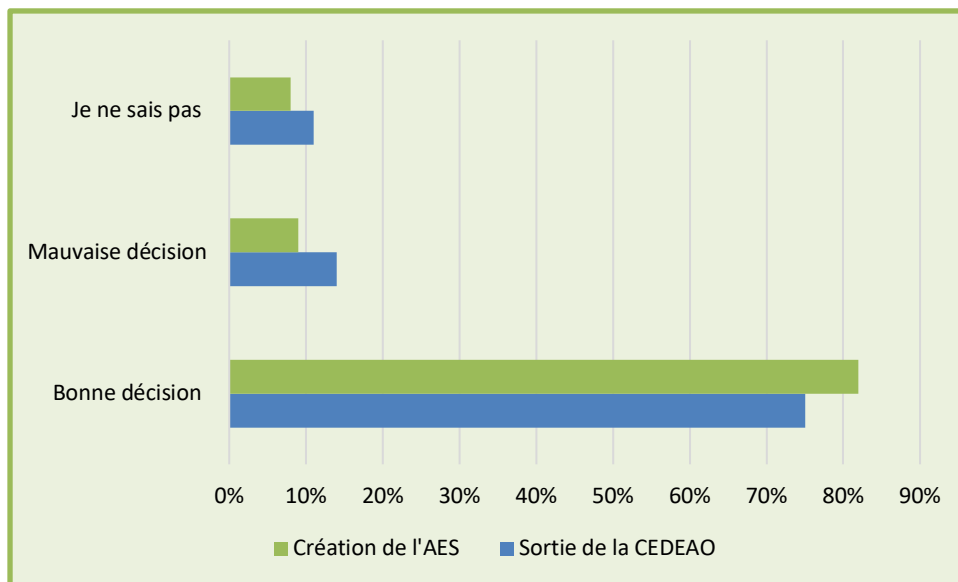


Figure 18 : Sortie de la CEDEAO et création de l'AES :



Par rapport à l'AES, c'est une bonne initiative dans la mesure d'unir nos forces pour mettre fin au mal qui est en train de fragiliser nos États. Combattre ensemble pour un changement au Sahel. C'est possible de mener ce combat car nous partageons tous, les mêmes réalités du terrain et ce sont les mêmes GAT qui opèrent dans ces 3 pays. Partager ensemble les mêmes renseignements pour réussir leurs missions avec succès. Organiser ensemble des patrouilles. (Entretien avec un boutiquier, Bourem, avril 2025).

Notre liberté est consolidée par la création de AES, par exemple la CEDEAO était trop manipulée par l'Europe précisément par la France, donc on n'a eu une bonne idée de laisser la CEDEAO par ce qu'elle voulait se lever contre nous. Si le Mali sort de la CEDEAO, d'autres vont sortir donc ils ont consolidés leur menace contre le Mali jusqu'à ce que, qu'ils vont prendre des armes contre nous pour que la transition parte alors que les Maliens aiment la transition. (Entretien avec un enseignant, Ténenkou, avril 2025).

75 % des personnes déclarent avoir confiance dans l'avenir de leur pays contre 21 % qui ne partagent pas cet avis. Toutefois, Le nombre de personnes qui considèrent la prolongation de la transition comme

une bonne décision a diminué de 11 points. La nécessité de retourner à un ordre constitutionnel a été mentionnée à plusieurs reprises.

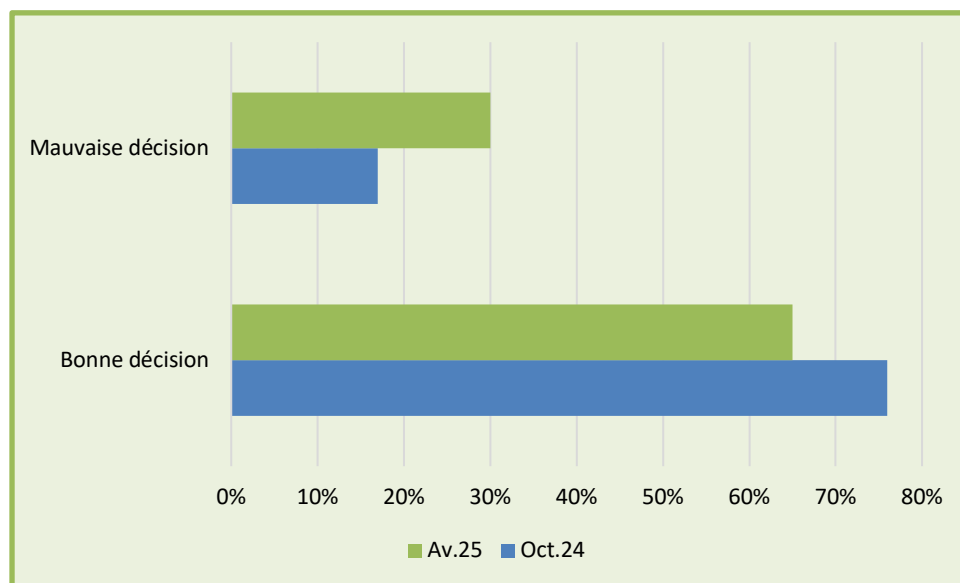
La population est aujourd’hui inquiète de la situation qui se passe souvent dans le pays, certains pensent que les militaires ne veulent pas quitter le pouvoir maintenant, du fait que le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga a été limogé cela est un signe que les autorités de la transition veulent rester au pouvoir. Certains disent qu’ils ont commencé à perdre leur confiance du fait que rien ne va et on ne parle pas encore des élections. (Journal de terrain, région de Mopti, avril 2025).

*Personnellement je pense que la transition a déjà montré ses limites et elle doit prendre fin. Qu’ils organisent des élections libres et transparentes et de remettre le pouvoir. On veut revenir à l’ordre constitutionnel et de finir avec tout ce vacarme.* (Entretien avec un boutiquier, Bourem, avril 2025).

*Mais jusqu’à présent qu’ils initient le cadre de dialogue pour le retour à l’ordre constitutionnel et organiser les élections. S’ils seront toujours intéressés par le pouvoir, ce que notre frère qui est Amadou Toumani Touré ATT a fait qu’ils fassent pareil, qu’ils aillent se préparer et revenir par les urnes. Il faut laisser le pouvoir au moment où on est apprécié par la population, parce que si la situation se renverse l’on sortira par la petite porte, on ne le souhaite pas.* (Entretien avec un tailleur, Mopti, avril 2025).

*Bon nous, nous ne sommes que des cultivateurs, nous ne savons pas ce qui se passe en haut c’est à dire au niveau national. Mais d’après les informations de la radio ça ne va pas très bien entre le pouvoir militaire et les partis politiques parce que les militaires veulent dissoudre les partis politiques. C’est inquiétant ça peut plonger le pays dans une autre crise.* (Entretien avec un agriculteur, Gabero, Cercle de Gao, avril 2025).

Figure 19 : Perception de la prolongation de la transition



*Vraiment moi ce que j’attends de la transition, c’est qu’ils organisent les élections pour partir pour que nous puissions quitter la transition. Nous avons beaucoup trop duré dans la transition. Imaginer, 4 ans ou 5 ans dans la transition c’est vraiment beaucoup. Quand même nous, ils ont nos bénédictions mais, ils n’ont qu’à essayer d’organiser les élections. En réalité, les militaires font de leur mieux, on voit qu’ils font des patrouilles et avec beaucoup de va et vient. Les gens disent qu’ils travaillent beaucoup et moi personnellement, je sais qu’ils ont travaillé du côté de la sécurité mais, le reste c’est très compliqué. Ils n’ont qu’à essayer d’organiser les élections pour que nous puissions quitter la transition car, lorsqu’un pays est sous régime de transition ce n’est pas du tout facile. Si on est dans la transition, même si d’autres pays veulent aider le nôtre, à cause de la*

*transition, ils ne vont pas le faire.* (Entretien avec un jeune commerçant de Tombouctou, avril 2025).

*Mais finalement les gens commencent à perdre espoir, on est arrivé à un moment où les gens ne comprennent pas trop les choses que la situation économique n'est pas favorable, la situation sécuritaire de face elle est bonne, mais au fond il y a des choses jusqu'à présent qui ne sont pas réglées. Il y a toujours des problèmes d'insécurité quelque part qui empêchent réellement la bonne marche des choses, donc finalement les gens commencent à voir que ça dure, ça perdure. (...) Il y a eu beaucoup de cadres d'échanges par rapport à la vie de cette transition, par rapport à sa continuité, par rapport à sa situation, il y a eu beaucoup de grandes rencontres comme les assises parmi tant d'autres. Mais dans les assises il y avait des recommandations et des conclusions, beaucoup de gens avaient proposé la prolongation, mais ces mêmes gens il y a beaucoup qui ont commencé à perdre la patience. Ils voient que les choses ne sont pas en train de se concrétiser, tout devient flou. Donc finalement il y a des gens qui ont regretté pourquoi ils ont demandé la prolongation de cette transition, maintenant qu'est ce qui va arriver après point d'interrogation. D'autres gens se mettent déjà en cause d'avoir réellement proposé ça, ce n'était pas la bonne chose à proposer, il fallait les proposer un délai court et ils quittent. Et on essaye de trouver la solution autrement.* (Entretien avec un opérateur économique, Gao, avril 2025).

## C. Les relations des populations avec les acteurs étatiques nationaux de la sécurité

*C'est l'État qui a la force et le pouvoir donc, c'est en lui que nous avons confiance.* (Entretien avec un jeune commerçant de Tombouctou, avril 2025).

Les personnes rapportent avoir plus de contact avec les FAMA, la gendarmerie et la police qu'avec la garde nationale, la protection civile et les patrouilles mixtes. Les postes de sécurité sont assez proches des populations, généralement présents dans les communes ou villages.

Les populations sont positives quant aux relations avec les forces, rapportant des relations « bonnes » (42 %), « normales » (35 %) contre seulement 12 % qui considèrent que les relations ne sont « pas très bonnes ».

Sur le plan sécuritaire, 82 % des répondants estiment pouvoir faire appel aux forces en cas de besoin. Les moyens de les contacter sont variés : 28 % disent pouvoir appeler un numéro vert, 34 % disent pouvoir se rendre directement au poste de sécurité et 35 % passent par les autorités du village. Ceux qui déclarent ne pas pouvoir les contacter évoquent la crainte de représailles (48 %), 13 % rapportent qu'il est difficile de les joindre par téléphone et 12 % n'osent pas les contacter.

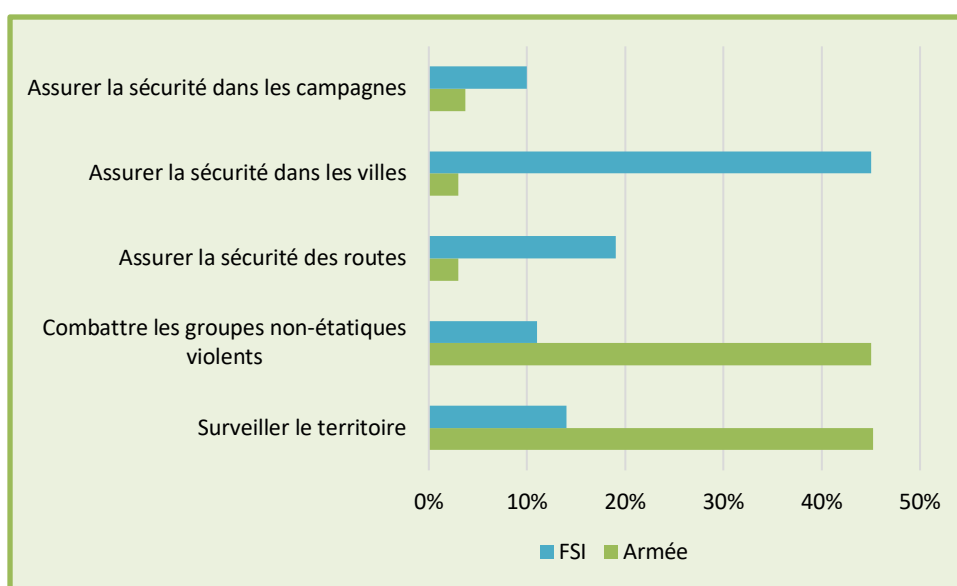
Par ailleurs, seulement 28 % disent avoir eu recours à une force au cours de l'année écoulée, mentionnant en premier la police (41 %), l'armée (27 %) et la gendarmerie (24 %). Parmi ceux ayant eu recours à une force, 57 % se déclarent « satisfait » de la réponse apportée, contre 19 % qui ne le sont pas.

*Nous attendons des autorités un recrutement massif dans le corps militaire assez suffisant pour pouvoir maintenir la sécurité. Dans un pays s'il n'y a pas suffisamment de militaires c'est compliqué. C'est pourquoi, le gouvernement doit recruter suffisamment des jeunes qui ont l'amour du métier et du pays pour sécuriser le territoire. Ils doivent également tout mettre en œuvre pour ramener la paix, la sécurité et la cohésion sociale au sein du pays.* (Entretien avec un jeune commerçant de Tombouctou, avril 2025).

En fonction du type de problème, les populations s'adressent à des acteurs différents. En cas de problème de sécurité, elles se tournent principalement vers l'armée. Les autorités traditionnelles sont privilégiées en cas de tensions entre les communautés ou d'injustice avec les forces de sécurité, car elles ont la capacité de dialoguer avec toutes les parties.

Q0.	Q1.	Q2.	Q3.	Q4.	Q5.	Q6.	Q7.
oct. 21	mars 22	oct. 22	mars 23	oct. 23	avr. 24	oct. 24	avr. 25

Figure 20 : Perception des différences entre le rôle de l'armée et le rôle des FSI



**La lecture de ces résultats montre une compréhension des différents rôles attribués à l'armée et aux FSI :** le rôle de l'armée est reconnu comme étant la surveillance du territoire et la lutte contre les groupes armés non-étatiques ; celui des FSI est d'assurer la sécurité des routes et des villes.

- 78 % des répondants souhaitent échanger avec les FDS sur les questions de sécurité : l'armée (71 %), la gendarmerie (11 %), la police (10 %), et la garde nationale (6 %), en organisant des réunions entre FDS et citoyens (34 %), entre FDS et autorités locales (33 %), et entre FDS et organisations de la société civile (25 %).
- 46 % des personnes interrogées pensent qu'il est possible de porter plainte contre les FDS. Ceux qui pensent que cela n'est pas possible (41 %), 57 % évoquent la peur de représailles et 43 % ne savent pas comment procéder. Par ailleurs, seuls 18 % déclarent connaître quelqu'un ayant effectivement porté plainte.
- 66 % des répondants affirment que les FDS se comportent de la même manière avec toutes les communautés. Dans le cas contraire, les personnes relèvent en majorité que certaines communautés sont victimes de préjugés. Ainsi, dans le cercle de Ténenkou, « on reproche au FDS de faire des préjugés, certaines ethnies sont ciblées et stigmatisées, des arrestations arbitraires, disparitions forcées des individus et elles soutirent de l'argent aux forains aux entrées de la ville. » (Journal de terrain, cercle de Tenenkou, avril 2025).
- La majorité considère qu'aucune catégorie de population n'est plus exposée à la discrimination ou à la violence (52 %). Toutefois, 10 % ont cité les éleveurs et 11 % les jeunes comme groupe à risque. Par ailleurs, les personnes pensent que l'accès aux FDS est équitable pour les femmes, les jeunes, les PDI et les personnes handicapées.

*Souvent sur les sites de déplacés ils partent arrêter des suspects. Comme moi je travaille avec les PDI, on nous informe. En cas d'arrestation, on intervient pour leur libération. Mais ces derniers temps ils nous ont interdit cela en disant de laisser les militaires faire leur travail, leur investigation. Toute personne déclarée non coupable est épargnée, il rentre chez lui. C'est pourquoi nous aussi on n'intervient plus. Nous avons compris que tant que la personne n'est pas coupable elle est relâchée. Un moment derrière le fleuve il y avait beaucoup d'arrestation, il y a des villageois qui sont venus témoigner pour dire que ces personnes arrêtées n'en font pas partis des terroristes, ce jour le commandant s'était mis dans la peau du lion, il a dit « d'accord, comme vous venez de dire que tel*

*n'en fait pas partie des terroristes, donc vous devez connaître ceux qui en font partir, montrez-les-nous ». Ce jour-là ça a mal tourné entre eux et le commandant. (Entretien avec un tailleur, Mopti, avril 2025).*

*Je suis de la communauté Imghad imididagane de Tessit. Nous sommes de nos jours la communauté la plus visée par les éléments de l'EIGS en plus de la communauté daousahak de Moussa ag Achatoumane, à cause de notre lien de parenté que nous avons avec le général Gamou qui un moment donné était à leur traque aux côtés de la force armée Barkhane. C'est pourquoi depuis le retrait de la force Barkhane les éléments de l'EIGS composé par la plupart de peulhs ont visés tous les campements Imghad et ont tué plusieurs leaders communautaires de cette communauté. (Entretien avec un éleveur déplacé, Ansongo, avril 2025).*

Cependant, des entretiens révèlent que les populations sont également conscientes de la stigmatisation « de certaines communautés », ce qui alimente un sentiment d'injustice et de marginalisation. Les témoignages mentionnent les préjugés des FDS « sur un groupe ethnique » se focalisant sur la manière de porter des vêtements, des traits physiques ou encore contre les ressortissants des villages fréquentés par des groupes armés. Comme rapporté par une autorité traditionnelle :

*Les FDS commettent de l'injustice sur l'ethnie peulhe, tous les peulhs sont battus avec le même bâton alors que tous ne sont pas djihadistes, il y en a qui sont contre le djihadisme, la semaine passée au marché à bétail de Mopti l'armée a fait une descente dans le marché, tous ceux qui avaient l'apparence peulhe se sont vu leurs yeux bandés et arrêtés dépouillés de leur argent, téléphone, certains ont été tabassés, attachés et amenés au poste. (Propos recueillis auprès d'une autorité traditionnelle, Mopti, avril 2025).*

*Quand tu te rends souvent chez une des forces, il y a certains qui sont un peu violents et ne sont pas du tout accueillants, la personne prend peur et ne retourne plus là-bas même en cas de besoin. (propos recueillis auprès d'une jeune homme, Tombouctou, avril 2025).*

*Les relations dans ma commune sont bonnes et il n'y a aucun problème entre les communautés seulement en un moment il y avait eu des malentendus entre les communautés peulhe et dogon et beaucoup de villages ce sont déplacés mais actuellement avec la signature de l'accord les deux côtés commencent à comprendre et nous souhaitons la réconciliation et le retour de la paix définitive. (...) C'est vrai qu'il y a de conflits dans notre communauté au début tout le monde croyait que c'était entre la communauté dogon et peulhe mais par la suite on n'a compris qu'il y a beaucoup d'infiltrés dedans, donc c'est devenu une source de revenu pour beaucoup de jeunes. Vraiment c'est une situation inquiétante. (Entretien avec un ménagère, Koro, avril 2025).*

## **D. Les relations entre la société civile et les questions de sécurité**

La société civile est très présente au niveau local sous différentes formes et les populations y associent une grande variété d'acteurs, dont les autorités traditionnelles et coutumières, les leaders religieux, les organisations de femmes ou de jeunes. Bien souvent, ce sont les mêmes personnes qui gèrent ou sont membres de plusieurs associations. L'organisation de rencontres et de séances de sensibilisation sont les principales activités, mais peu d'actions concrètes sont mises en avant.

Les acteurs les plus visibles sont, par ordre d'importance : les associations de jeunes (75 %), les organisations féminines (58 %), les associations religieuses (48 %), les ONG locales (40 %), les associations professionnelles (39 %).

Selon les répondants, tous les groupements s'occupent des questions de sécurité en organisant des réunions sur la sécurité afin d'informer les populations. Les associations de jeunes échangent souvent avec les FDS sur la sécurité et organisent également des réunions publiques.

Q0.	Q1.	Q2.	Q3.	Q4.	Q5.	Q6.	Q7.
oct. 21	mars 22	oct. 22	mars 23	oct. 23	avr. 24	oct. 24	avr. 25

Les autorités traditionnelles restent les principales références pour la gestion des conflits au sein des communautés, aux côtés des autorités religieuses. Les autorités traditionnelles sont aussi intégrées dans le dispositif sécuritaire, comme le souligne une autorité coutumière de Mopti :

*S'il y a des situations suspectes, ils informent les autorités villageoises, si nous voyons aussi des choses que nous ne connaissons, nous les informons aussi, il faut reconnaître aussi que à ce niveau il y a une très bonne collaboration entre les forces de défense et les autorités villageoises. Chaque fois que nous sommes au courant de l'alerte nous donnons ces informations aux forces de défense et sécurité. (...) malgré que la situation au niveau de Mopti est calme, mais personnellement depuis que cette crise sécuritaire a commencé, moi personnellement je ne fréquente plus les champs, je sors pas la nuit et j'ai instruis les même mesures pour ma famille, parce que dans les champs et brousses on est ne maîtrise plus. (Entretien avec une autorité coutumière, Mopti, avril 2025).*

Par exemple, durant l'enquête, une rencontre a été organisée à la mairie de Youwarou en présence de plusieurs organisations de la société civile, la CAFO, la jeunesse, le chef de village et ses conseillers, les autorités locales et l'armée.

*Tous les chefs de village et les personnes ressources de ces différentes localités ont pris part à cette rencontre pour exposer leur préoccupation à l'État selon laquelle une grande opération d'envergure de l'armée est en préparation contre les groupes armés terroristes qui sont toujours en mouvement dans leurs localités. Leur souci comment ils pourront être différenciés de ce groupe et être sauvé, les mesures à entreprendre avant l'opération les échanges se sont passés dans la salle de réunion à la mairie qui a duré 4 heures. (Propos d'un membre d'une organisation de la société civile, Youwarou, avril 2025).*

Pour 46 % des populations, les associations de jeunes jouent le rôle le plus important au quotidien dans les relations avec les forces de défense et de sécurité, suivies des associations de citoyens (20 %). À Gabero par exemple, la jeunesse est considérée comme le « premier acteur de sécurité au village.

*Chaque nuit cette jeunesse organisée fait le tour du village comme une patrouille, après ils viennent camper dans leur quartier général jusqu'aux environs de 23 heures et chacun rentre chez lui. En cas de problème ils sonnent des sifflets pour se rassembler au quartier général et examiner ce qui n'est pas normal. Ils rendent compte au chef de village et ses conseillers et c'est à eux d'informer les FDS. C'est-à-dire que la relation n'est pas directe entre la population et les FDS il faut d'abord passer par l'autorité locale. (Propos recueillis à Gabero, cercle de Gao, avril 2025).*

*Nous menons des activités de sensibilisation et surtout d'alerte en cas suspect, nous avons le bureau de la jeunesse qui remonte ces informations au niveau de la chefferie traditionnelle qui a leur tour donne l'information à qui de droit, il a été dit aussi à chaque chef de ménage de dénoncer tout cas de suspect chez lui, même si c'est un parent à lui, les jeunes ont également mis en place un comité de veille au niveau de chaque quartier pour recouper les informations et d'éventuelles arrivées des déplacés dans les quartiers, les mouvements de circulation sont réduits dans les quartiers surtout les nuits, il y a des points focaux au niveau de chaque quartier pour la remontée des informations. (Entretien avec un jeune commerçant, membre d'une association de jeunes, Mopti ville, avril 2025).*

En cas de problème de sécurité, 77 % des répondants disent s'adresser à un acteur de la société civile, notamment en cas d'attaques ou lors de tensions au sein de la communauté. 66 % pensent que l'action de la société civile sur les questions de sécurité est efficace. Parmi les problèmes rencontrés par la société civile, l'insécurité grandissante vient en tête, suivi du manque de budget et de la peur des représailles et des intimidations. Par ailleurs, 36 % des répondants attendent des OSC qu'elles communiquent sur la situation sécuritaire.

Dans la région de Mopti, « les jeunes sont souvent sollicités pour sensibiliser leurs pairs qui essayent de se radicaliser », ils mènent aussi « des campagnes de formation sur les modules de citoyenneté, les rôles

Q0.	Q1.	Q2.	Q3.	Q4.	Q5.	Q6.	Q7.
oct. 21	mars 22	oct. 22	mars 23	oct. 23	avr. 24	oct. 24	avr. 25

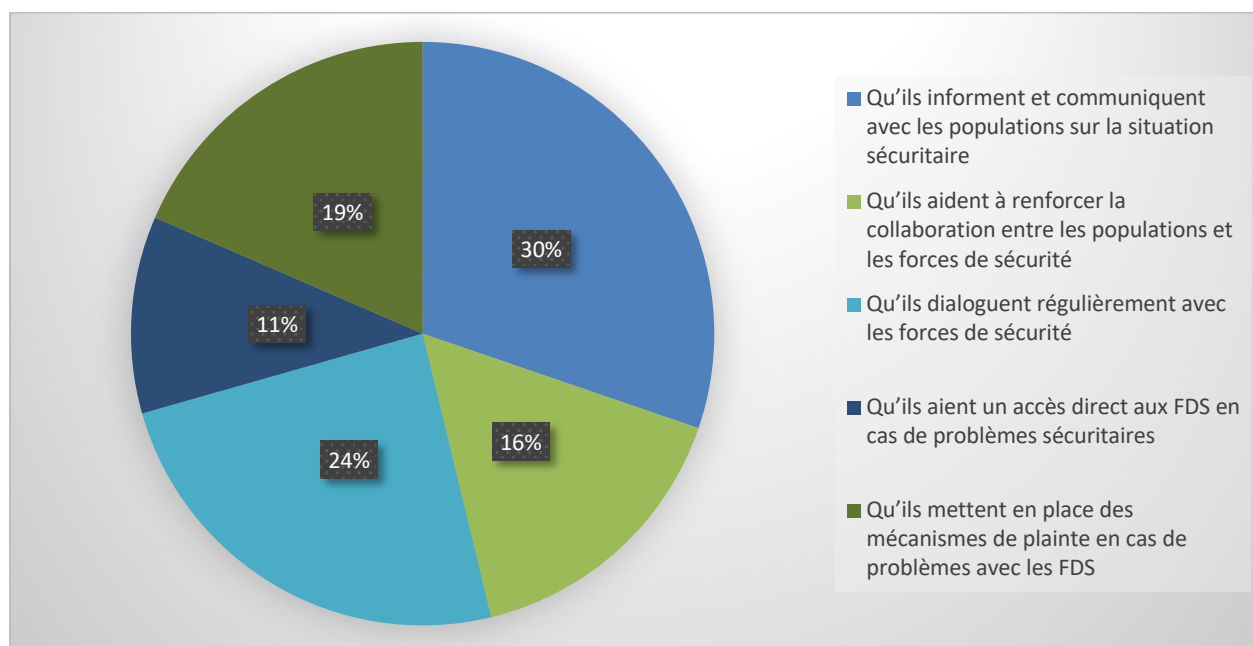
et responsabilité de la jeunesse, pour le développement de la commune, etc. » (Journal de terrain, Mopti, avril 2025).

Certaines sont très actives comme le bureau local de la société civile d’Ansongo. Ses membres sont très engagés avec les autorités locales et les FDS, dénonçant les comportements malveillants de certains responsables militaires. Ainsi, préoccupée par les arrestations et séquestrations de certains leaders d’Ansongo, la société civile a demandé le départ du commandant de la brigade d’Ansongo, ce qu’elle a obtenu.

Les organisations de la société civile mènent différentes actions : réunions d’information, propositions, marches pacifiques, journées citoyennes, notamment les activités de débroussaillage autour des camps militaires. Les OSC sont beaucoup plus présentes et dynamiques en ville que dans les zones rurales.

Les questions relatives à la sécurité devraient relever des comités locaux de sécurité, censés être mis en place dans chaque commune et rassembler régulièrement les autorités locales, les forces de défense, les autorités traditionnelles et tous les acteurs pertinents. **Cependant, ces comités sont peu formalisés, prennent des formes et des noms et différents selon les partenaires qui les mettent en œuvre, et leurs actions sont limitées.**

Figure 21 : Qu’attendez-vous des acteurs de la société civile concernant les questions de sécurité ?



51 % des répondants déclarent n’avoir jamais personnellement suivi une activité de sensibilisation ou une formation organisée par une OSC. **Pour les 49 % ayant suivi une formation, 46 % des formations ont concerné la cohésion sociale, 28 % les AGR ou formations professionnelles, 17 % la sécurité et 7 % le genre.**

## E. L’accès à la justice

Concernant la justice, **51 % envisageraient de se rendre au tribunal étatique en cas de problème de justice.** Pour ceux et celles qui ne le feraient pas, les raisons invoquées sont le manque de confiance dans la justice étatique (40 %), l’insuffisance de moyens financiers (16 %), la méconnaissance des démarches à suivre (14 %) ou encore la lenteur des procédures (12 %).

Seuls 22 % indiquent avoir déjà eu recours à la justice étatique.

Figure 22 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance ?

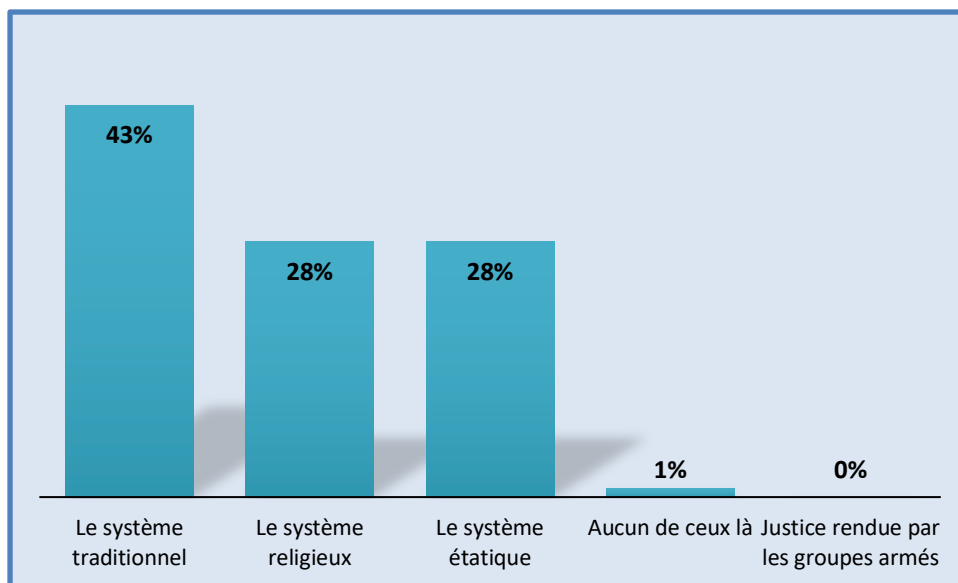


Figure 23 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance par région ?

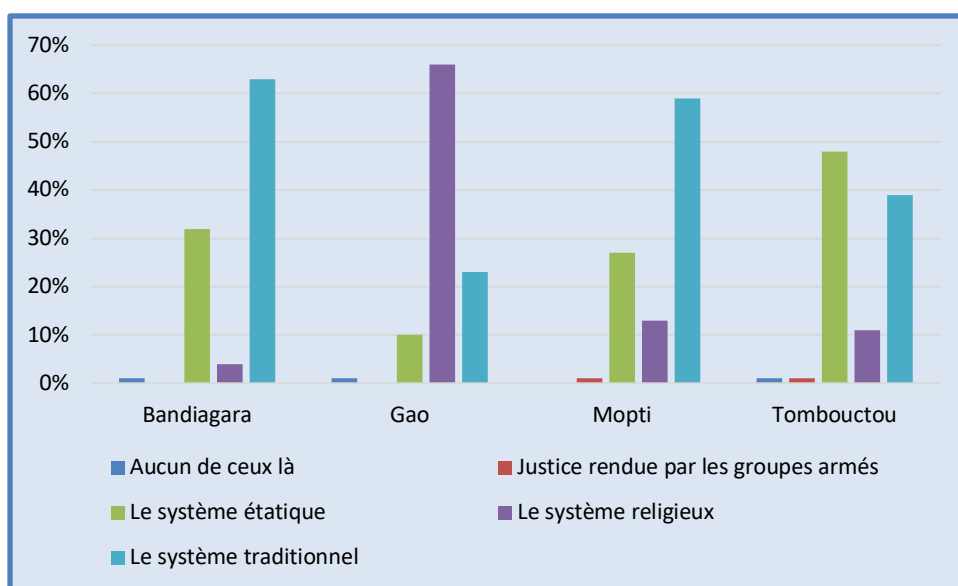
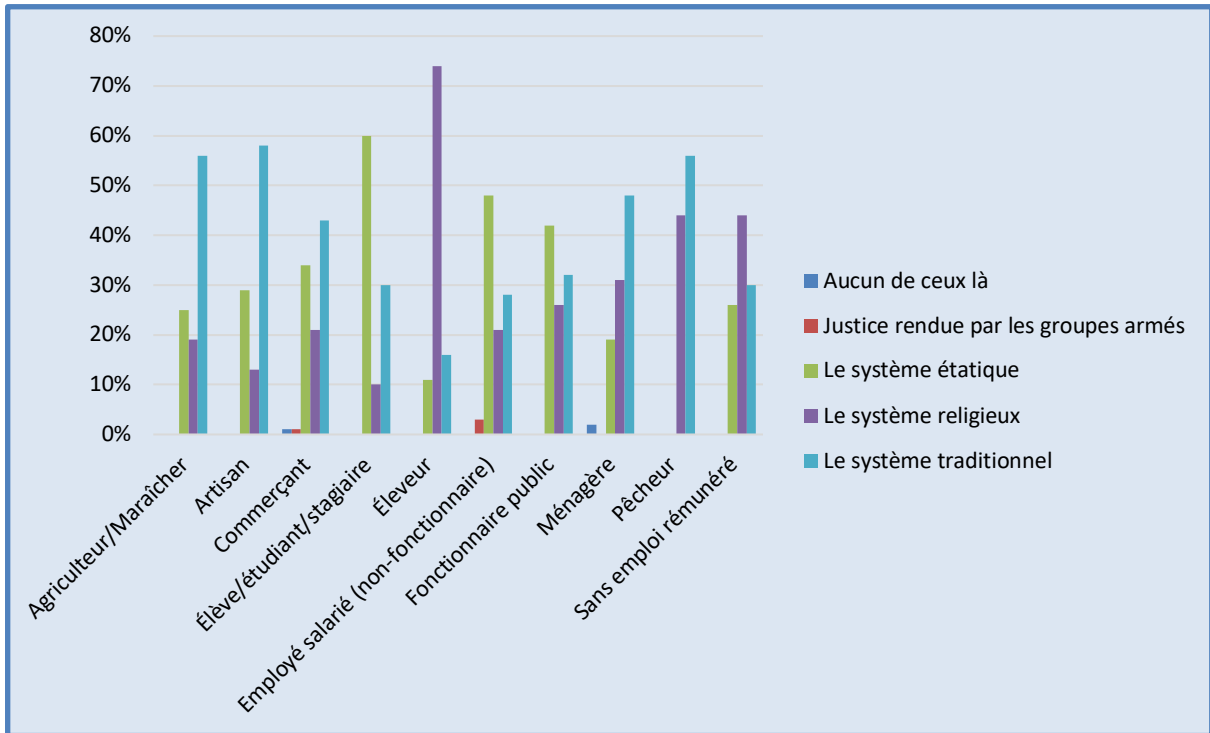


Figure 24 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance par catégorie socio-professionnelle

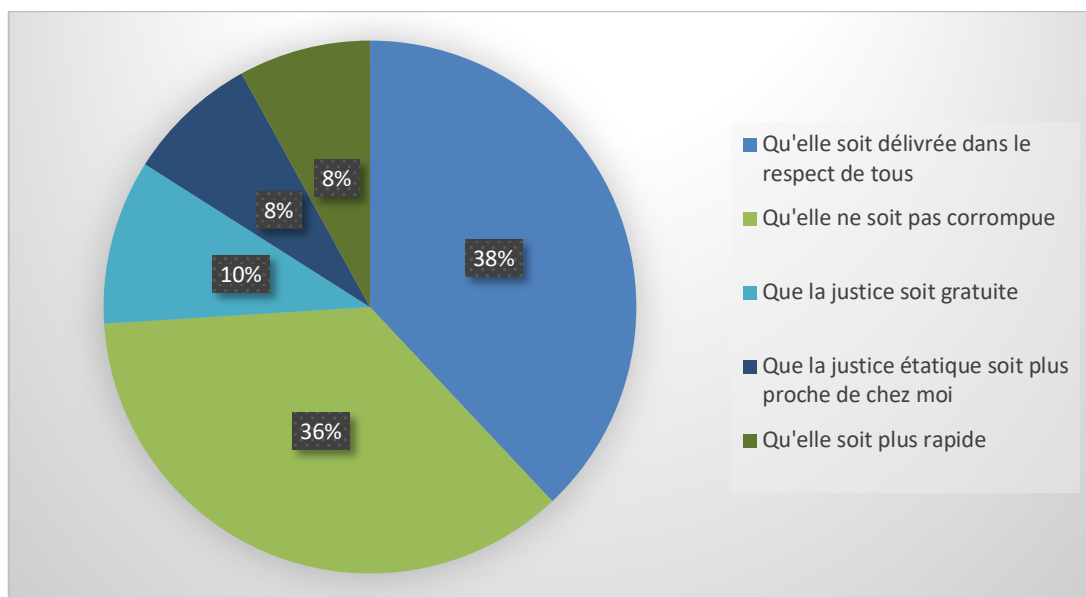
Q0.	Q1.	Q2.	Q3.	Q4.	Q5.	Q6.	Q7.
oct. 21	mars 22	oct. 22	mars 23	oct. 23	avr. 24	oct. 24	avr. 25



Concernant la perception de l'indépendance de la justice étatique, **les avis sont partagés : pour 46 % des personnes interrogées, la justice est peu indépendante, tandis qu'elle l'est pour 41 % et 11 % pensent qu'elle n'est « pas du tout indépendante ».**

**38 % des personnes attendent de la justice qu'elle soit délivrée dans le respect de tous et 36 % qu'elle ne soit pas corrompue.**

Figure 25 : Attentes concernant la justice étatique



Sur le pourquoi du choix de la justice traditionnelle, 32 % répondent que le problème sera traité rapidement et efficacement, 23 % qu'ils connaissent le chef traditionnel et 10 % qu'il n'y a rien à payer.

**Pour 51 % des personnes enquêtées, la justice traditionnelle et la justice étatique s'occupent des mêmes questions.** En cas de désaccord avec le jugement du chef, 52 % des personnes disent aller à la justice étatique, contre 42 % qui ne le feraient pas. **75 % souhaiteraient recevoir un procès-verbal de la décision du chef.**

95 % pensent que la justice traditionnelle traite tous les individus équitablement quel que soit le statut social de la personne, l'ethnie (85 %), le genre (97 %) et l'âge (95 %). 93 % estiment que les femmes peuvent accéder à la justice traditionnelle aussi facilement que les hommes.

La justice coutumière est rendue par le chef traditionnel (66 %), le chef religieux (30 %) ou un sage du village (4 %). L'accès à cette justice est qualifié de facile par 70 % des personnes, de très facile par 26 %. **Pour 73 % des personnes, les décisions de justice traditionnelle doivent ensuite être transférées/centralisées au niveau étatique.**

Enfin, selon 91 % des enquêtés, la justice traditionnelle reflète parfaitement les valeurs de la communauté et 96 % pensent qu'elle joue un rôle important dans le maintien de la paix et de la cohésion sociale au sein de leur communauté. Par ailleurs, 62 % des membres de la communauté affirment comprendre les problèmes de justice traités par le système de justice traditionnelle et ceux qui doivent être portés devant le système de justice étatique.

Enfin, concernant l'accès à la justice, les autorités traditionnelles sont préférées en cas de conflit familial ou communautaire. Bien que ces deux systèmes ne soient pas exclusifs l'un de l'autre, il importe de bien définir les rôles de chacun. Lorsque le système étatique est disponible, les populations le mentionnent. Toutefois, la corruption est une critique récurrente à l'égard du système de justice étatique.

## Conclusion

Cette recherche a été menée dans un contexte économique difficile entre manque d'électricité et hausse des prix. Les pénuries des produits de première nécessité sont une conséquence importante de l'insécurité.

Les populations des villes et celles des campagnes ne sont pas soumises aux mêmes difficultés. Les populations des campagnes subissent les attaques, les enlèvements, les vols de bétail et paient la *zakât* dans certaines zones. Les populations des villes se sentent plus protégées, mais elles subissent aussi vols et braquages et autres violences.

La pression des groupes djihadistes sur les populations est particulièrement forte, imposant des normes sociales et des taxes. Le bétail a disparu de certaines zones. La situation économique est très dégradée dans les régions enquêtées, que ce soit la conséquence directe de l'insécurité (vol de bétail, champs brûlés, blocus) ou indirecte (mesures prises par les autorités comme le couvre-feu, interdiction de vendre de l'essence, départ de la MINUSMA, etc.). Toutes les catégories socio-professionnelles sont touchées, et la situation est aggravée par le manque d'électricité. Le départ de la MINUSMA a accentué le chômage dans les localités où elle était présente. Des mesures doivent être prises pour créer des opportunités économiques, en particulier pour les jeunes, dont l'inactivité est une source d'inquiétude pour les populations.

# Recommandations

- **Renforcer le déploiement des forces armées dans les zones rurales** : les populations rurales sont davantage exposées à la violence des groupes armés, ainsi qu'à celle des FAMA et des forces russes. Les villages sont souvent attaqués, le bétail volé et les populations sont contraintes de se réfugier dans les zones urbaines. La protection des populations doit être assurée par les FAMA.
- **Rappeler aux FDS le respect des droits humains** : les arrestations arbitraires, les exécutions sommaires, les discriminations et autres violations des droits humains sont de plus en plus dénoncées par les populations qui sont soumises à la violence de tous les groupes armés et des FDS.
- **La collaboration entre les populations et les FDS peut aider à la remontée d'informations sur l'évolution locale de la situation sécuritaire. Cela suppose** toutefois la mise en place de mécanismes discrets et sécurisés (applications, points focaux, relais par les acteurs locaux de la société civile formés pour cela) afin de ne pas exposer les citoyens.
- **Soutenir la mise place d'une police de proximité afin de faciliter les échanges entre les populations et les forces, et renforcer la confiance.** La formation des différentes forces doit être une priorité. Les populations réclament la protection des autorités.
- Appuyer la mise en place de comités locaux de sécurité, à l'échelle nationale.
- L'insécurité asphyxie l'économie de ces régions. **Il est indispensable de sécuriser les axes et les foires afin de rompre l'isolement des zones rurales en permettant l'acheminement des produits de première nécessité**, ainsi que de garantir aux populations la poursuite de leurs activités.

Stockholm/Bamako, juin 2025